

BERNARD STIEGLER

L'emploi est mort,
vive le travail!

Entretien avec
Ariel Kyrou

Couverture de
Boris Semeniako

ÉDITIONS MILLE ET UNE NUITS

2015

Table des matières

Ariel Kyrou

Préambule

Bernard Stiegler

L'emploi est mort, vive le travail !

Entretien avec Ariel Kyrou

Des mêmes auteurs

Préambule

12 septembre 2013, sous les lambris de l'Élysée. François Hollande annonce le lancement de « 34 plans de bataille » pour la « Nouvelle France industrielle¹ », sous le sceau du développement durable et plus encore des nouvelles technologies, en particulier digitales. S'y croisent en effet les « biotechnologies médicales », la « nanoélectronique », la « santé numérique », les « objets connectés », le « *cloud computing* », la « cybersécurité », les « supercalculateurs », la « réalité augmentée », les « textiles techniques et intelligents », le « Big Data », le « TGV du futur », les « énergies renouvelables », le « véhicule autonome », la « rénovation thermique des bâtiments », la « robotique » et bien d'autres promesses concernant ce que nous pourrions définir comme « un nouvel âge industriel ». Moment symbolique de l'événement, le Président dialogue devant les caméras avec un robot humanoïde d'une soixantaine de centimètres : Nao, qu'il prend dans ses bras. La petite mécanique autonome et programmable de la société Aldebaran Robotics lui explique qu'elle accompagne des chercheurs, mais surtout qu'elle aime amuser les enfants et aider les personnes âgées. Aux côtés du Président, oubliant sans doute que la *start-up* française a été rachetée en 2011 par l'opérateur japonais Softbank, le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg précise² : « Nous attendons de tout cela en dix ans 475000 emplois recréés, avec 45 milliards de valeur ajoutée créée en plus sur le sol français. »

Un an plus tard, les « feuilles de route » de ces 34 plans censés « recréer » des emplois sont validées. Et le discours du Président et de son gouvernement ne varie pas d'un poil de machine. Pour preuve : le 6 novembre 2014, interrogé sur TF1 par une assistante maternelle des Ardennes accablée par la fermeture du collège de sa commune, un François Hollande plein de compassion botte en touche, puis chante les louanges de son « grand plan numérique » pour l'école, avec « cours de codage » et équipement des établissements en PC et tablettes. Soit le projet correspondant au volet « e-éducation » de sa brochette de « 34 plans de la nouvelle France industrielle³ ». Comme s'il allait de soi que le numérique représente aujourd'hui LA solution à la désertification des campagnes, à la cure d'austérité des communes ou à l'inadaptation de nos institutions scolaires.

La clé de notre avenir serait donc dans la « transformation numérique » à tous les étages, pour toutes les écoles, toutes les collectivités locales, toutes les entreprises, tous les salariés, tous les chômeurs, tous les retraités, tous les enfants, tous les chats, tous les chiens et toutes les puces – les puces vivantes, pas les RFID qui n'ont guère besoin de l'approbation des citoyens pour envahir les arbres de nos squares, nos *caddies* de supermarché et demain la porte de nos bureaux et nos boutons de culotte. Hors cette transmutation de tout et n'importe quoi en 0 et 1, point de salut pour l'emploi, la croissance, la compétitivité et tout le tralala ! Sauf que le breuvage digital

n'est pas la potion magique du druide Panoramix. Car, quand, aux États-Unis, l'institut Pew Research pose à 1896 experts, pour la plupart américains, la question suivante : « Les applications d'intelligence artificielle automatisées et interconnectées et les appareils robotiques auront-ils fait disparaître davantage d'emplois qu'ils n'en auront créé d'ici 2025⁴ ? », la moitié de ces pontes et acteurs du numérique répondent oui... et l'autre, non. Match nul, balle au centre. À chacun son *credo*. Dieu, semble-t-il, a plus de difficulté à trancher que notre Président.

Le numérique, l'emploi et le travail selon Bernard Stiegler

Au printemps 2014, lorsque Bernard Stiegler et moi-même nous rencontrons à l'Institut de recherche et d'innovation (IRI) du Centre-Pompidou, dont il est le directeur, c'est naturellement que nous discutons de ce manque de recul des décideurs politiques vis-à-vis des technologies numériques, dont les « 34 plans de la nouvelle France industrielle » et le dialogue insignifiant, mais néanmoins médiatisé, de François Hollande avec le robot Nao semblent les symboles. C'est pour la rubrique « Visions » du site Culture Mobile⁵, dont je suis le pilote, que je viens le voir. Loin d'être des technophobes, nous sommes chacun à notre façon des acteurs de cette « transformation numérique » depuis une vingtaine d'années. Et pourtant ni lui ni moi ne croyons en la panacée que serait le numérique pour sauver l'emploi.

Lors de notre entretien, j'ignore qu'il travaille à un ouvrage qu'il va intituler *La Société automatique*. Je ne sais pas que le premier tome, qu'il publiera en mars 2015, sera justement consacré à l'automatisation dans le domaine du travail, en particulier dans celui de l'activité salariée. Mais je devine et ressens toute l'urgence d'une réflexion sur le sujet.

Pour Bernard Stiegler, au cours des vingt prochaines années, la vague de l'automatisation va déferler et peu à peu détruire l'emploi. Comment réagir à ce changement radical ? Selon lui, plutôt que de s'opposer frontalement à la lente et inexorable destruction du salariat par nos multiples automates de l'ère numérique, l'enjeu réside d'abord dans la nécessité de combattre l'« automatisation des esprits ». Que veut-il dire par là ?

La conviction du philosophe, paradoxale et pas si facile à saisir, s'est forgée au fil d'un quart de siècle de réflexion et de pratique des nouveaux outils du numérique. Elle part d'un constat : les nouvelles technologies augmentent nos possibles en tous sens, et elles peuvent donc aussi *réduire* nos possibles ; selon les dispositions de notre esprit et la façon dont nous décidons de les façonner et de les utiliser, elles catalysent le meilleur comme le pire de nous-mêmes et de notre société. Dans le contexte du *consumer capitalism*, elles deviennent des relais de notre soif de consommation immédiate, mariées aux techniques les plus avancées du profilage

publicitaire et du marketing comportemental, et nous transforment en simples machines réflexes, en ces humains mécanisés qui hantent les romans et les films inspirés de l'auteur de science-fiction Philip K. Dick. À l'inverse, quand ces technologies numériques portent de vraies pratiques et se concrétisent en échanges entre amateurs impliqués collectivement plutôt qu'entre consommateurs béats et égoïstes, elles contribuent à la construction de la singularité de chacun. Et à celle de notre intelligence commune.

Le travail possède lui aussi depuis longtemps cette double capacité à nous mécaniser, à nous transmuter en simples rouages, en vis et en boulons sans âme, ou, au contraire, à nous enrichir et à entretenir les dimensions les plus créatives et empathiques de notre être. Double capacité contradictoire que décuplent désormais les technologies numériques. Or, l'emploi – qui n'est pas le travail, mais plutôt sa désintégration – représente très précisément, selon Bernard Stiegler, la facette aveugle et mécanique de nos activités rémunérées, qui se conjugue si aisément avec l'« automatisation des esprits ». Pourquoi, dès lors, s'accrocher à la survie de l'emploi ? Pourquoi ne pas accepter sa disparition progressive, pour que renaisse le travail, le travail véritable, qui serait tout l'inverse de l'exploitation du travailleur, qui revient à le dominer et le déposséder de ses facultés et de son intelligence, un travail à faire aussi bien avec les êtres humains qu'avec les machines ?

Pour transmettre sa pensée, Stiegler oppose radicalement les deux termes, « emploi » et « travail ». D'autres les confondent, jetant dans une même déchetterie emploi et travail pour mieux valoriser ce que seraient des « activités » nous enrichissant réellement, nous et notre collectivité. Un emploi, rappelons-le, est une activité rémunérée par un salaire, quelles que soient la nature et la qualité de cette activité. Il arrive, certes, qu'un emploi soit un « vrai » travail au sens de Stiegler, mais la chose est rare, et ne tient en aucune façon au concept d'emploi, dont le sens se réduit jour après jour comme une peau de chagrin. C'est pourquoi la terminologie du philosophe a l'avantage de la pédagogie. J'assimile donc le « travail » qui appauvrit et décervelle à de l'emploi. Et je réserve le terme de travail – qu'auparavant je ne goûtais guère – à la dimension positive de nos activités de production ou de service, rémunérées ou non. Conséquence de ce choix de vocabulaire : seule pourrait être appelée *travail* une activité contribuant à mon individuation, à la construction de ma singularité et de celle des autres à mes côtés, collègues comme citoyens – plutôt que clients – profitant de mes talents. Sous ce regard, la mort de l'emploi pourrait s'avérer une bonne nouvelle ; parce que l'emploi a détruit le travail tel que l'entend ce philosophe qui tente d'incarner, de concrétiser ses visions ; et parce que la fin de l'emploi est peut-être l'occasion de réinventer le travail, de construire une économie contributive en lieu et place de l'« économie de l'incurie⁶ » qui nous consume à petit feu.

Un bout de colline à monter avec Bernard Stiegler

Bernard Stiegler n'est ni un maître à penser ni un chef de meute. Il ne défend nul dogme, ne prétend détenir aucune vérité. Pourtant, il se bat comme personne pour défendre ses convictions et les faire vivre au cœur du monde « réel ». C'est ainsi qu'il a été, avec d'autres, en 2005 à l'origine de la création d'Ars Industrialis, « association internationale pour une politique industrielle des technologies de l'esprit ».

J'ai découvert ses livres au début des années 2000. Malgré la langue ardue des sommes que sont *La Technique et le Temps*⁷ ou *De la misère symbolique*⁸, qui font référence, je me suis accroché. Nourri de l'acidité prophétique de Paul Virilio et de la verve provocatrice de Jean Baudrillard, qui tous deux publiaient alors, comme lui, aux éditions Galilée, je cherchais dans ses textes un autre type de pensée critique, certes tout aussi puissant que le leur, mais ne cédant pas à la technophobie systématique. Et une pensée à même de tracer de nouvelles pistes politiques, au sens premier du mot, autant que de mettre à nu l'infamie des temps présents. Je ressentais à l'époque la nécessité vitale d'une pensée non pas de l'extérieur, mais de l'intérieur du Léviathan technologique – ou du moins à sa frontière, là dedans, ici dehors. Une pensée qui m'aiderait à jouer de mes propres contradictions d'acteur et de contempteur du nouvel âge numérique. Une pensée, enfin, dont je pourrais me servir pour éclairer l'esprit de mes deux enfants, nés entre une console de jeu vidéo et un ordinateur connecté, et donc insensibles aux flèches d'un Paul Virilio ou d'un Jean Baudrillard.

Un peu plus tard, il y a maintenant une douzaine d'années, j'ai assisté à deux de ses conférences. Puis, à la fin de l'année 2004, profitant de mon travail de plume pour des magazines comme *Chronic'art*, je l'ai longuement interviewé. Bernard Stiegler dirigeait à l'époque l'Ircam (Institut de recherche et coordination acoustique/musique). Je me souviens, dans son bureau perché au dernier étage du bâtiment de l'institution fondée par Pierre Boulez, face à la fontaine Niki-de-Saint-Phalle, de son sourire d'écorché, de son sérieux pince-sans-rire, de son discret humour de désespéré sachant s'enthousiasmer. Je me souviens aussi de la façon dont il m'avait fait comprendre, sans le dire, qu'il connaissait et appréciait mon histoire subjective des musiques électroniques⁹. Un livre d'amateur de musique, au sens qu'il donne au mot « amateur » : celui qui aime, et parce qu'il aime, transmet ses amours et en partage les fulgurances avec d'autres amateurs. Enfin, satisfaction sans pareille, il y a eu la publication de l'un de nos plus copieux entretiens, dûment complété par ses soins et titré « Faire la révolution », dans le quatrième et dernier chapitre de *Constituer l'Europe, 2. Dans un monde sans vergogne*, son livre paru aux éditions Galilée, en septembre 2005.

Bernard Stiegler a quelque chose de présocratique. À chacune de nos rencontres, il m'a éclairé. Il m'a « élevé » au sens propre du terme. Le philosophe ne cherche pas à

vous séduire. Il ne dit pas : prenons ensemble l'ascenseur pour mieux observer l'agitation du commun des mortels, là, tout en bas. Non, il vous invite à monter avec lui au sommet de la colline, par les chemins les plus escarpés. À l'oral comme à l'écrit, ce sage un peu dégingandé, cheveux en bataille et œil malicieux, ne vous fait aucun cadeau. Jamais il ne travestit son langage, volontiers complexe. C'est à vous, si vous en avez l'envie, de produire les efforts nécessaires, de grimper avec lui vers le sommet tranquille qu'il vous pointe du doigt, juste pour partager sa vision et discuter avec lui du monde comme il ne va pas, comme il devrait aller, et surtout tel que nous avons le moyen de le transformer.

Stiegler n'est pas parfait et ne cherche pas à le devenir, loin s'en faut. Au fil de notre conversation, ressemblant parfois à un monologue étrangement partagé, il se met à parler des gens du commun, auxquels il s'identifie bien plus qu'aux grands manitous du marketing. « Les gens sont malheureux et dépressifs », dit-il doucement. Puis il ajoute, comme en aparté, ayant sans doute en tête l'extrême précarisation des salariés depuis une vingtaine d'années¹⁰ : « La dépression, les gens ne l'avouent pas. Je suis moi-même dépressif et accablé par [le monde et la société française tels qu'ils se défont sous nos yeux]. Pour se soigner de ce genre de dépression, il n'y a pas d'autre solution que de concevoir et réaliser un avenir au-delà de la jetabilité qui est la négation même de l'avenir – la première période de la destruction créatrice, jusque dans les années 1970, ne reposait d'ailleurs pas sur le jetable... »

De la « destruction créatrice » à « l'économie de l'incurie »

Stiegler fait référence à ce que l'économiste Joseph Schumpeter appelait, il y a plus d'un demi-siècle, la « destruction créatrice ». C'est-à-dire la capacité du système capitaliste à se renouveler pour augmenter ses gains de productivité, à effacer l'ancien pour laisser place à de nouvelles activités et à d'autres façons d'organiser la production et le travail, à se réinventer sans cesse par l'innovation au service du consumérisme. Or, selon lui, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, en séparant capitalisme financier et capitalisme industriel, en poussant le consumérisme à ses extrémités, la révolution conservatrice a révélé les limites du système tout en cassant ce mécanisme de renaissance permanente ; le système est alors devenu massivement producteur d'insolvabilité tout autant que de malaise social et de discrédit généralisé : « La destruction, autrefois créatrice, a permis de développer une prospérité, d'abord américaine, puis européenne et planétaire. Mais cette destruction ne se contente plus de condamner des secteurs d'activité économique ; elle s'attaque désormais à des pans entiers de nos sociétés : elle ruine les systèmes sociaux, les structures sociales, les environnements naturels, les environnements mentaux, etc. »

Conséquence de cette évolution délétère : l'État-providence, mis en place par Keynes et Roosevelt autour de 1933 pour répondre à la Grande Dépression et permettre un partage de la richesse, notamment par un plus grand pouvoir d'achat

accordé aux prolétaires (qui devinrent ainsi des consommateurs), meurt lui aussi, ce qui conduit à la généralisation systémique de l'endettement insolvable. Avec les privatisations et les mesures de dérégulation disparaissent peu à peu les mécanismes de solidarité et autres filets de sécurité de l'État-providence. Quant à la redistribution, ponctionnant à l'ancienne un « travail » salarié en déshérence plutôt que prélevant l'argent dans les flux financiers, elle s'assèche et perd de son sens. Résultat inéluctable : la crise dite des *subprimes*, qui s'est déclenchée en 2008, révèle que le système, qui avait été conçu trois quarts de siècle auparavant pour être solvable, est devenu *structurellement* insolvable. Il a muté en une « économie de l'incurie », ce synonyme de « jetabilité et [de] poubellisation généralisées, y compris des emplois et donc du pouvoir d'achat ». En d'autres termes, notre économie ne prend plus soin de ses ouailles. Pire, elle les détruit par défaut de soin.

L'automatisation, oui ! Mais sans alimenter l'incurie !

C'est dans ce contexte dépressif que le gouvernement a sorti de son chapeau les « 34 plans pour une nouvelle France industrielle », avec un nouveau *credo* : la « transformation numérique » va créer des emplois et, *in fine*, nous extirper des impasses dans lesquelles l'économie nous place. Or, les nouvelles technologies, laissées à l'incurie, sont elles aussi terriblement toxiques. Qu'elles éliminent l'emploi, l'offrant à des robots plus performants en matière d'automatisation, là n'est pas le problème. Bien au contraire. Lorsqu'en Australie, la mine et le camion automatisés de la société Rio Tinto suppriment les emplois de mineurs de fond et de conducteurs d'engin pour créer des postes d'ingénieur ou de développeur informatique¹¹, ce serait plutôt une excellente nouvelle ! Même si le nombre global d'emplois de l'industrie minière baisse, je n'ai aucun doute : tant mieux que les emplois mécaniques et abêtissants soient occupés par des machines ! Et que les êtres « vraiment » humains les « supervisent »... Car l'important, c'est que ces êtres de chair et d'os se chargent de briser les cadres et d'outrepasser les routines ! Non, c'est lorsque la panacée du tout-numérique alimente elle aussi l'incurie généralisée qu'il y a de quoi s'alarmer. Car les technologies numériques sont un *pharmakon*, à la fois poison et remède. Uniquement utilisées à des fins de marketing et de profit à court terme, elles tuent lentement et sûrement les corps et les âmes, deviennent de redoutables auxiliaires de notre prolétarisation, c'est-à-dire d'une dépossession de nos propres facultés, du dynamitage organisé de nos savoirs, savoir-faire et savoir-vivre.

Sans une véritable attention, sans ce que Stiegler appelle une « thérapeutique politique », ce nouveau monde numérique nous transforme en machines incapables d'improvisation, en « pronétaires » connectés, abonnés aux microtâches sur nos écrans, comme « *liker* » des milliers de fois la même page afin de générer du flux, c'est-à-dire en fin de compte de la valeur d'échange. Mais pour qui sait s'y prendre et utiliser leurs vertus, les robots en tout genre peuvent, au contraire, tout aussi bien

nourrir nos savoirs, savoir-faire et savoir-vivre – à l’instar du logiciel libre, d’aréopages contributifs à la mode Wikipédia ou de certains projets d’économie collaborative¹² qui se passent d’intermédiaires voraces.

Enterrer l’emploi pour mieux faire vivre le travail

Pourquoi, dès lors, se lancer au nom de l’emploi dans une guerre sans lendemain contre les tsunamis de l’automatisation qui se forment déjà ? Pourquoi faudrait-il créer à tout prix des emplois ineptes pour lutter contre le chômage ?

La classe politique – ou tout du moins une majorité de ses représentants – utilise désormais un nouveau mot fourre-tout : la réforme. Bien sûr qu’il faut repenser notre économie et notre système de redistribution, les revoir de fond en comble. Mais depuis quand cette fameuse « réforme », dont la « loi Macron » serait l’un des avatars, se réduit-elle à une adaptation aveugle à un néolibéralisme devenu lui-même caricatural ? Depuis quand le verbe « réformer » est-il synonyme de « déréguler » sans analyse, qui plus est au nom d’une réalité moribonde : l’emploi ? Incapable de changer de braquet pour répondre à une crise totale, la classe politique ne veut pas admettre que la crise de l’emploi ne fait que débiter. Et qu’il ne sert plus à rien de s’accrocher à cette vieille lune.

Pour le coup, Bernard Stiegler est d’une magistrale radicalité : le décès de l’emploi, c’est également le décès du chômage. Que l’emploi meurt donc pour que vive le travail !... À charge pour nous de bâtir un nouveau modèle économique dont le salariat ne sera plus le cœur. C’est dans ce mouvement que se situe le talent du philosophe : réussir à ébranler les certitudes les mieux implantées dans nos têtes et dans celles de nos décideurs. À la trappe, l’obsession de l’emploi !

Le paysage qu’il nous laisse dès lors entrevoir, du haut de sa montagne, donne, il est vrai, le vertige. Il nous effraie et, d’un même élan, nous enthousiasme, car c’est toute la société qui en est transformée. Il nous invite à reconstruire sur les ruines de l’ancienne. Mais au préalable il faut prendre acte que celle-ci s’achève. Pourquoi redouter un acte fondateur, par lequel il serait clamé haut et fort ce constat, et, partant, la nécessité d’une révolution pacifique ? Cet acte créateur me semble plus que jamais nécessaire. Je le désire, et j’espère qu’il en sera de même demain pour une majorité de nos concitoyens.

Son programme ? Mais il n’y a pas de programme. Juste un état des lieux à faire, un état de l’art à mener et une méthode à mettre en œuvre avec lesdits partenaires sociaux et autres décideurs, en s’appuyant sur les études produites par les chercheurs qui « travaillent » le corps de notre économie, de notre société, de notre époque. Puis il y aura des zones franches et des « territoires écoles » à créer, pour expérimenter, par exemple, la transformation du pouvoir d’achat en *savoir d’achat*, et l’extension à tous du régime qui est aujourd’hui celui des intermittents du spectacle, ou encore la

création non seulement d'un revenu d'existence, mais aussi d'un « revenu contributif ».

C'est tout ça et bien d'autres pistes que nous avons explorés dans notre conversation, qui aura accompagné quelque temps l'écriture de son ouvrage *La Société automatique 1. L'avenir du travail*. Conversation écrite et réécrite à quatre mains pour devenir en 2015 ce livre manifeste.

Le long des chemins de notre colline, avec Bernard Stiegler, j'ai constaté le désastre de l'emploi sinistré et la fumisterie que constitue le *solutionnisme technologique* – pour reprendre la lumineuse expression d'Evgeny Morozov, qui, dans son livre *Pour tout résoudre, cliquez ici*¹³, dénonce l'idée paresseuse et fautive, mais beaucoup mise en discours, que tous les problèmes de l'époque pourraient être résolus par la technologie. Puis, de l'à-pic où le philosophe m'a emmené, j'ai partagé son besoin vital de remplacer l'emploi, ce faux-nez de l'incurie qui nous ronge, par le travail au sens des artisans et des artistes, qu'ils soient du numérique ou d'ailleurs.

Ariel KYROU

¹ Alexis Toulon, « “Nouvelle France industrielle” : les “34 plans de bataille” de François Hollande », *L'Obs*, 12 septembre 2013, <<http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20130912.OBS6743/nouvelle-france-industrielle-les-34-plans-de-bataille-de-hollande.html>>.

² Maxime Lebufnoir, « Aldebaran Robotics. Réels humanoïdes », *Libération*, 14 septembre 2014, <http://www.liberation.fr/economie/2014/09/14/aldebaran-robotics-reels-humoïdes_1100328>.

³ « L'intervention télévisée de François Hollande, critiquée mais regardée », *Lemonde.fr* avec l'AFP, <http://www.lemonde.fr/politique/article/2014/11/06/ce-qu-il-faut-retenir-de-francois-hollande-face-aux-francais_4519889_823448.html>.

⁴ Aaron Smith et Janna Anderson, « *AI, Robotics, and the Future of Jobs* », résumé des résultats de l'enquête du cabinet Pew Research dans le cadre de son Internet Project, par 6 août 2014. <<http://www.pewinternet.org/2014/08/06/future-of-jobs/>>

⁵ Avec Bernard Stiegler, *Culture Mobile*, publié le 29 juillet 2014, <<http://www.culturemobile.net/visions/bernard-stiegler-emploi-est-mort-vive-travail/>>.

⁶ L'économie de l'incurie est, littéralement, une économie qui ne prend plus soin des individus qui en sont les acteurs, ni des communautés qu'ils forment et où ils s'individuent, qui ne les protège plus, ne les accompagne plus, ne les motive plus... Une économie soumise à la « loi de jungle » aurait-on dit autrefois. À l'inverse, ce que Bernard Stiegler appelle une économie contributive se rapprocherait d'une économie, voire plus largement d'une société du partage, ou plus précisément d'une société fondée sur le partage du savoir à tous les âges et pour toutes les populations.

⁷ Bernard Stiegler, *La Technique et le Temps*, 1. *La faute d'Épiméthée*, Galilée, 1994 ; 2. *La Désorientation*, Galilée, 1996 ; 3. *Le Temps du cinéma et la question du mal-être*, Galilée, 2001.

⁸ Bernard Stiegler, *De la misère symbolique*, 1. *L'époque hyperindustrielle*, 2004 ; 2. *La catastrophe du sensible*, 2005, Galilée.

⁹ Ariel Kyrou, *Techno rebelle. Un siècle de musiques électroniques*, Denoël, 2002.

¹⁰ Si le contrat à durée indéterminée (CDI) reste largement majoritaire en France sur l'ensemble des emplois salariés, selon une étude du Département de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES) publiée en octobre 2014, « le CDI représente seulement 8,1% des intentions d'embauche, contre 49,5% pour le CDD et 42,3% pour l'intérim. » <<http://www.directemploi.com/magazine/emploi/1990/les-chiffres-du-cdi-et-du-cdd>>.

¹¹ Suzanne Dansereau, « Rio Tinto expérimente la mine sans mineur », *Les Affaires*, 19 avril 2014, <<http://www.lesaffaires.com/secteurs-d-activite/ressources-naturelles/rio-tinto-experimente-la-mine-sans-mineur/568152>>.

¹² L'économie collaborative désigne un modèle économique où l'usage des produits prédomine sur leur propriété. Certains parlent de consommation collaborative, ce qui semble être réducteur, ou de société du partage, définition plus large. De fait, le

développement des échanges *via* l'Internet et les réseaux sociaux depuis le début des années 2010, puis surtout leur concrétisation par des services dans le monde réel, de type covoiturage ou « troc d'appartement pour les vacances », a été le moteur de cette économie collaborative diverse, encore embryonnaire.

[13](#) Evgeny Morozov, *Pour tout résoudre, cliquez ici*, sous-titré *L'aberration du solutionnisme technologique*, Fyp Éditions, 2014.

BERNARD STIEGLER

L'emploi est mort,
vive le travail !

Entretien avec Ariel Kyrrou

Entretien

ARIEL KYROU. — À la source de vos réflexions sur la notion de travail aujourd'hui, il y a un constat très négatif sur l'économie qui est encore la nôtre, que vous appelez parfois l'économie de l'incurie, ou encore l'économie des pulsions. Quelle est donc cette économie de l'incurie ?

BERNARD STIEGLER. — L'économie de l'incurie, que j'appelle en effet parfois l'économie pulsionnelle, ou encore le populisme industriel, c'est ce qui a résulté de la calamiteuse extrémisation du consumérisme par la révolution conservatrice au cours des trois dernières décennies.

A. K. — Vous parlez là de la révolution conservatrice, synonyme d'une dérégulation intégrale de l'économie et des politiques ultra-libérales telles que les ont incarnée Margaret Thatcher, au Royaume-Uni, à partir de sa victoire aux élections et sa désignation comme Premier ministre en 1979, puis Ronald Reagan aux États-Unis à partir de son accession à la présidence en 1981 ?

B. S. — Oui, même si ce mouvement a débuté bien avant leur élection, notamment sous l'impulsion des multinationales d'origine anglo-saxonne. Au-delà de ces deux figures, la révolution conservatrice signe l'avènement de la mondialisation dans son sens actuel (car l'expression aussi bien que le processus sont plus anciens), qui est celui d'une financiarisation totale de l'économie mondiale. *Grosso modo*, jusque dans les années 1970 la socialisation de l'innovation industrielle se négociait encore avec la puissance publique. L'État et donc la représentation politique y gardaient un rôle plus ou moins important. Avec la révolution conservatrice et la mondialisation financière, c'est le marketing, devenu planétaire, qui organise la pénétration sans limite de l'innovation dans les sociétés – détruisant de plus en plus souvent les systèmes sociaux (aux sens de Bertrand Gille et de Niklas Luhmann).

Dans une telle logique, aucune grande entreprise n'est viable si elle ne se déterritorialise pas au-delà de ses marchés d'origine, et les États perdent peu à peu toute influence sur la façon dont sont financés, produits, vendus et consommés les biens et services dans leur territoire, *comme* partout dans le monde – et il faut prendre ici l'adverbe « comme » au pied de la lettre : tous les modes de vie sont standardisés et, de ce fait, tous les systèmes sociaux territoriaux (par où une société s'organise et se singularise) sont désintégrés. Par ailleurs, le capitalisme occidental, au départ essentiellement anglo-saxon, et plus particulièrement britannique, décide de séparer d'un point de vue fonctionnel le capitalisme financier du capitalisme industriel.

Ce sont ces évolutions, se concrétisant dans les années 1970 et sur la base de cette séparation totale du financier et de l'industriel, qui font que le *consumer capitalism* issu du fordisme et du New Deal dégénère en cette économie de l'incurie dont nous souffrons tant à présent – en particulier, depuis 2008. L'incurieux, au sens de Bossuet, qui est encore celui de Proust, c'est celui « qui ne prend pas soin » ; et l'économie de l'incurie, c'est ce qui *repose* sur la destruction *systématique* du soin, c'est-à-dire de l'attention à tous, aux citoyens, aux travailleurs, aux jeunes générations et aux vieux, et, à travers tous ceux-là, tous « autant qu'ils sont » comme on dit, aux pays, aux cultures, aux organisations sociales et aux institutions.

Dès lors et corrélativement, pour reprendre une expression qu'affectionnent les artisans, le travail n'est plus soigné, parce que ce n'est plus un soin : ce n'est plus le fruit d'un métier, et en vérité, il tend à disparaître pour être remplacé par l'emploi – cependant que le capitalisme ne se préoccupe plus du tout de ses acteurs, ni de ceux qui produisent, ni de ceux qui consomment, ni, plus largement, des citoyens de la planète, pas plus que de l'investissement, qu'il remplace par la spéculation. Il n'investit plus *parce qu'il ne croit plus dans l'avenir* : il est structurellement cynique. Ou, pour le dire dans le sens d'un de mes livres, il est systématiquement mécréant¹.

A. K. — Est-ce que cela veut dire que nos sociétés se prolétarisent encore plus ?

B. S. — La prolétarianisation industrielle, c'est-à-dire celle des travailleurs manuels que l'on appelle les producteurs, a commencé à l'aube du XIX^e siècle, une bonne centaine d'années avant la première époque du consumérisme – qui débute autour de 1910-1920. Ce qui se développe au cours des années 1970 – et qui devient le modèle dominant dans le monde dès les années 1980 – est un nouveau type de consumérisme, le consumérisme extrême, qui conduit à ce que j'ai appelé un extrême désenchantement (faisant en cela écho à Max Weber). Il est extrême en ce qu'il prolétarise également les consommateurs : il *repose* sur la destruction de leur savoir-vivre – c'est-à-dire de leurs systèmes sociaux au sens évoqué tout à l'heure, et à travers lesquels se produit ce que j'ai appelé, à partir d'un concept de Gilbert Simondon, le processus de transindividuation.

Ce que j'appelle ici « savoir-vivre » n'est évidemment pas le code social du « bon genre » (posé comme le contraire du « mauvais genre ») : je désigne ainsi la production collective des règles de vie commune, et le savoir social qui en résulte, que l'on appelle aussi l'« être-ensemble », et que le marketing a totalement court-circuité au cours des dernières décennies en imposant des « modes de vie » qui ne constituent plus en rien de tels savoir-être-ensemble, mais qui, tout au contraire, décomposent les sociétés en masses grégaires (destin auquel personne n'échappe).

Prolétarianiser signifie détruire le savoir. Et avec *Ars Industrialis*, j'appelle prolétarianisation *généralisée* la destruction du savoir *sous toutes ses formes*.

Il y a trois grands types de savoir qui peuvent être détruits par la prolétarianisation : les savoir-faire des ouvriers, des techniciens et des travailleurs en général ; les savoir-vivre des consommateurs et plus largement des citoyens ; et enfin les savoirs conceptuels.

A. K. — Qu'entendez-vous par savoirs conceptuels ?

B. S. — Ce sont les savoirs soumis à ce que l'on appelle la « critique des pairs », c'est-à-dire formulés par des ensembles de règles de pensée explicites et débattues par les pairs qui partagent ces savoirs – qui se traduisent, dans les cas les plus formels, comme en mathématiques ou en physique mathématique, par des théorèmes et des formulations algébriques. Le savoir économique, par exemple, est un savoir formel.

Un tel savoir formalisé peut être traduit en séquences algorithmiques et le modèle théorique qu'il incarne peut devenir un système dynamique automatisé – transformant des *input* en *output*. Mais une telle formalisation peut être tout aussi bien une destruction de ce savoir qui, amputé de toute fonction critique, devient un dogme, c'est-à-dire un système fermé, et tout le contraire d'un savoir, qui est par essence ouvert. C'est précisément ce que nous vivons en ce moment à travers le développement anarchique et sauvage (c'est-à-dire ultra-libéral) d'une numérisation très mal comprise dont nous libérons les potentiels extrêmement toxiques du *pharmakon* qu'est la technologie numérique, au lieu d'en cultiver et d'en partager les potentialités épistémiques nouvelles et inouïes.

Ainsi, quand Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine de 1987 à 2006, explique, le 23 octobre 2008, devant une commission du Congrès américain, et à propos de la crise des *subprimes* que, s'il n'a rien vu venir, c'est parce que tout passait par des machines automatisées, et lorsqu'il plaide pour sa défense qu'il ne pouvait donc en aucune façon prévenir la calamité qui s'est concrétisée en septembre 2008, il prend acte du fait qu'il a perdu tout savoir économique, et il déclare que c'est sur cette base extrêmement périlleuse que la finance mondiale spéculait à la vitesse de la lumière. En vérité, Greenspan se décrit ainsi comme un prolétaire d'un nouveau genre.

Ce prolétaire qu'est devenu au cours de ces années le président de la Réserve fédérale, gestionnaire d'un dogme automatique et aveugle, avait sans doute un « salaire » de quelques millions de dollars, mais n'ayant plus de savoir formel, ce salarié avait lui aussi perdu son travail, car un travail est toujours un savoir, et réciproquement, mettre en œuvre un savoir, c'est toujours travailler – son instrument,

son jeu de jambes, avec ses enfants, avec ses collègues, etc. Greenspan, désœuvré, n'avait plus qu'un emploi : c'était un employé de la bureaucratie financière mondiale, prolétarisé comme le sont tous les employés.

A. K. — C'est vrai que Greenspan a été mis en cause lors de la crise des subprimes pour avoir laissé augmenter fortement la masse monétaire américaine à la fin de son mandat, en 2005 et 2006, ignorant même certaines mises en garde... Vous soutenez donc que, en affirmant qu'il ne pouvait rien faire, ce grand acteur de la mondialisation financière admet qu'il n'a plus de savoir, donc qu'il n'a jamais eu de travail. Quel paradoxe !

B. S. — Il n'avait plus de travail, mais un emploi comme une majorité de gens aujourd'hui, y compris dans des domaines qui étaient, jusqu'à il y a peu de temps, supposés ne pas pouvoir être affectés par l'automatisation et la modélisation algorithmique – ce qui s'étend à un point tel que Stephen Hawking et quelques scientifiques de renom ont lancé un appel pour alerter l'opinion publique mondiale.

L'emploi qui s'est développé depuis deux siècles à travers le salariat a progressivement mais irrésistiblement détruit le travail. Le travail n'est *pas du tout* l'emploi. L'emploi est ce qui est sanctionné par un salaire tel que, depuis Ford, Roosevelt et Keynes notamment, il permet de redistribuer du pouvoir d'achat. Le travail, c'est ce par quoi on cultive un savoir, quel qu'il soit, en accomplissant quelque chose. Picasso fait de la peinture, par exemple. Moi, mon jardin. Cela m'apporte quelque chose. Je ne fais pas mon jardin simplement pour avoir des carottes – je cultive par là un savoir du vivant végétal, que je peux partager avec des jardiniers comme avec des botanistes, etc. Si j'écris des livres, si je participe au site Wikipédia, ou si je développe un logiciel libre, ce n'est pas d'abord pour obtenir un salaire : c'est pour m'enrichir en un sens beaucoup plus riche que le célèbre « Enrichissez-vous », et peut-être aussi gagner ou économiser un peu d'argent à cette occasion, mais surtout me construire et m'épanouir dans la vie, et comme être vivant, et plus précisément comme cette forme technique de la vie dont Georges Canguilhem montre qu'elle ne peut pas vivre sans savoirs² – que je ne peux développer qu'en accord avec mes désirs et mes convictions...

Depuis très longtemps, on ne travaille presque plus dans notre société. Il y a certes des gens qui travaillent encore, des artistes, des universitaires, il y a encore des médecins qui font toujours bien leur métier, cela existe. Il n'y en a pas beaucoup..., mais il y en a – aux marges de la société consumériste qui combat toute forme de savoir parce que le savoir est toujours critique et exigeant, y compris comme savoir-vivre et savoir-faire, et en cela, il contredit par nature la standardisation consumériste.

Les employés ne travaillent pas dans la mesure où travailler, cela veut dire s'individualiser, cela veut dire inventer, créer, penser, transformer le monde. Le travail, c'est ce que l'on appelait autrefois l'ouvrage. Dans le mot « ouvrage », on entend le verbe « ouvrir ». « Ouvrir » veut dire opérer. Un travailleur ouvre un monde, qui peut être un tout petit monde, mais un monde – plutôt que ce qui nous apparaît de plus en plus comme étant l'immonde.

L'ouvrage peut ouvrir le monde d'un petit jardin, plus ou moins secret, qui constitue un espace singularisé par quelqu'un qui y produit ce que, dans un langage scientifique, on appellerait de la néguentropie – de la diversification, de la bifurcation, de l'inattendu, de l'improbable, de l'inespéré. Le travail, c'est cela : c'est néguentropique. Aujourd'hui, *l'emploi est au contraire devenu absolument entropique*, il ne produit que standardisation, répétition machinale et stupide, démotivation, et ne se fait désirer que sous la menace permanente d'un chômage toujours plus brutal et angoissant.

A. K. — N'est-ce pas une vision « intellectuelle » du travail ?

B. S. — Mais toute vision d'un concept n'est-elle pas d'abord et avant tout intellectuelle ? Le problème est ici le sens que l'on donne de nos jours au mot « intellectuel ». Une vision, c'est une anticipation, une « spection » dit-on parfois, qui constitue le germe d'un projet. Quant à moi, je me suis fait une telle vision du travail depuis que j'ai été nommé Directeur général adjoint de l'INA (Institut national de l'audiovisuel) en 1996, puis Directeur de l'IRCAM (Institut de recherche et coordination acoustique/musique) en 2002. C'est depuis ces expériences de collaboration avec des travailleurs (outre mes propres expériences de travailleur) que je m'intéresse à la question du travail sous ses aspects organisationnels. C'est de plus en plus ainsi, c'est-à-dire à partir de la question de l'organisation et de ses « organes », que j'essaie de repenser le travail, aussi bien d'un point de vue philosophique que d'un point de vue économique et politique – dans le contexte de travaux que je mène par ailleurs dans le champ de ce que j'appelle l'organologie générale, où l'on considère parallèlement, d'une part, les organes psychosomatiques, d'autre part, les organes techniques (que Nicholas Georgescu-Roegen appelle exosomatiques), et enfin les organisations sociales – par exemple, dans le cas dont nous parlons, l'organisation du travail et le droit afférent, et donc, l'économie au niveau de la firme (micro-économie) et aux niveaux national et international (macro-économie), et donc bien sûr la politique, mais aussi et surtout les organisations et institutions de savoirs sous toutes leurs formes.

J'ai été confronté à la responsabilité d'organiser le travail de salariés dans ces instituts dont j'étais officiellement un « manager », mais j'ai sans doute beaucoup

déçu ceux qui attendaient de moi que je sois effectivement le « manager » correspondant aux traits caractéristiques d'une telle fonction – laquelle a, d'ailleurs, largement détruit la fonction de l'entrepreneuriat au sens premier, c'est-à-dire comme investissement dans un projet collectif que l'on appelle aussi une « entreprise ».

Le management, tel qu'on l'enseigne dans les écoles et tel qu'on l'applique ensuite pour faire travailler ensemble des êtres humains, conduit à la *démotivation généralisée* – en particulier quand on met en œuvre des techniques de « motivation du personnel », généralement parce que l'on s'aperçoit que cette motivation ne va pas du tout de soi... Pour ma part, je n'ai jamais étudié aucune de ces techniques managériales de motivation qui servent en réalité à dissimuler par des artefacts le caractère profondément ennuyeux et souvent infantilisant d'un emploi qui n'a plus rien à voir avec le travail – y compris, de nos jours, pour les cadres supérieurs et le « top management ».

C'est à l'INA que j'ai compris ce qu'était vraiment le travail, et comme ce qui reste à venir, et dans un nouveau monde industriel à venir. J'y ai collaboré avec des ingénieurs et développeurs qui travaillaient en logiciel libre³, et j'ai découvert là une conception du travail tout à fait différente de tout ce qu'on enseignait dans les écoles, et à mes yeux proprement révolutionnaire – c'est-à-dire faisant apparaître comme caduque et donc révolue la conception dominante. Je n'ai pas été convaincu immédiatement : il m'a fallu quelques mois et quelques voyages, notamment à Berlin, pour forger ma conviction que le logiciel libre correspondait à un modèle économique non seulement viable, non seulement durable, mais extraordinairement gratifiant pour ceux qui le pratiquaient et qui, bien qu'il s'agisse d'un travail industriel, et parce qu'il est fondé sur le développement et le partage des responsabilités et des capacités, ne conduisait pas à la prolétarianisation, mais, tout au contraire, *installait la déprolétarianisation au cœur d'une nouvelle logique économique fondée sur la valorisation et le partage des savoirs*.

Dans le logiciel libre, les gens travaillent – et ils ne viennent pas au bureau avant tout pour toucher leur salaire. Ils coopèrent avec d'autres développeurs et alimentent ainsi leurs savoirs en même temps que celui de leurs interlocuteurs. Ils sont spontanément actifs, à l'écoute, en attente de pouvoir faire ce que ce modèle leur inspire, et porteurs en cela d'initiatives sans que personne n'ait à exiger d'eux qu'ils le soient. Tel est le modèle du logiciel libre – qui repose en conséquence sur un dépassement de la propriété industrielle basée sur le brevet, et qui nourrit la réflexion nouvelle sur ce que l'on appelle les *commons*. Il a émergé au début des années 1980 aux États-Unis, sur la côte Est et la côte Ouest. Et il a commencé à proliférer dans d'autres secteurs que le logiciel libre, surtout depuis que le Web a rendu l'Internet extrêmement populaire, à partir du milieu des années 1990.

A. K. — Récapitulons. Il y a donc, d'une part, l'emploi prolétarisé à *l'extrême* par l'économie de l'incurie. Cet emploi détruit le psychisme de l'individu, producteur aussi bien que consommateur ; il le transforme en une sorte de marionnette. Ce que fait cet être humain n'a en effet aucune prise sur ce avec quoi il le fait : il subit sa propre activité plutôt que d'en être le créateur. Du côté de la production, sans jamais réfléchir ni s'approprier ses outils, il « serre des boulons » : c'est le taylorisme. Cet employé prolétarisé, auxiliaire d'une machine, devient donc lui-même une machine. Il n'apprend plus rien. Il n'est désormais qu'un pur automate...

B. S. — ... il est dépossédé...

A. K. — ... c'est ça, il est dépossédé. Tandis qu'à l'inverse, avec le logiciel libre en particulier, on passe d'une logique de massification et de mécanisation, où l'emploi vous dépossède donc littéralement de vous-même, vous « désindividue », vous « désingularise », à une logique d'épanouissement par le travail, qui participe au contraire à la construction de soi-même, à son « individuation ». Je parle souvent dans mes textes des luddites, ouvriers tisserands des Midlands, en Angleterre, qui se sont rebellés entre 1811 et 1816 contre ceux qui voulaient leur imposer des machines, en l'occurrence les métiers à tisser mécaniques, qui déshumanisaient leur travail et en éliminaient tout l'art, tout le savoir-faire. On les a appelés à tort « casseurs de machines », mais ils ne cassaient que les machines qui détruisaient leur métier et leur rapport intime à la machine, à leurs machines à eux, dont ils s'approprièrent la logique. Au fond, avec toutes ces technologies du numérique, avec le logiciel libre et l'*open source*, qui représentent l'une des tendances de ce nouveau monde numérique, est-ce que nous ne sommes pas en train de retrouver d'une certaine façon l'art et la manière de ces tisserands ? De revenir à un travail de nouveau valorisant, qui participe réellement d'une œuvre, et qui ne se réduit pas au rôle d'un boulon sans responsabilité au cœur d'une vaste mécanique qui nous dépasse ?

B. S. — Ce que refusaient les luddites, ce n'était pas de faire un autre travail : c'était de voir se réaliser la négation pure et simple du travail. Ce n'était déjà plus du travail qu'on leur proposait avec de nouvelles machines – c'était précisément le début de la dégradation du travail en emploi. J'insiste encore sur l'importance de ne pas confondre l'emploi et le travail, c'est-à-dire sur l'immense confusion que constitue, par exemple, ce que Jeremy Rifkin a cru bon d'appeler la « fin du travail⁴ », alors qu'il s'agit à l'inverse de retrouver le travail dans son essence. Et ou bien, autre confusion, à l'opposé, celle de l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy glorifiant ce qu'il appelle « travailler » alors même qu'il ne parle que de l'emploi le plus sinistre, le plus déshumanisant et le plus contradictoire avec ce en quoi consiste

le travail.

Le travail est l'expression d'un savoir. Celui-ci, avec le transfert des savoir-faire vers les machines au début du XIX^e siècle, échappe aux ouvriers qui deviennent des prolétaires, qui se soumettent à cette dépossession dans l'espoir d'obtenir en compensation un maigre salaire.

A. K. — Karl Marx n'a-t-il pas été l'un des premiers à mettre en valeur ce phénomène de prolétarisation ? Au final, l'histoire ne lui donne-t-elle pas raison ?

B. S. — Dès 1848, Marx a expliqué que ce phénomène de prolétarisation toucherait d'abord les travailleurs manuels, et puis, progressivement, *toutes* les couches de la population. Le problème du capitalisme, dit-il, c'est que sa rentabilité, en particulier en termes d'investissement, va devenir de plus en plus faible, c'est ce qu'il appelle la baisse tendancielle du taux de profit, et qu'il va d'autre part y avoir du chômage et de la surproduction. Il anticipe donc la crise du salariat et l'insolvabilité généralisée. Sauf qu'il n'imagine pas le temps assez considérable et le long détour par le consumérisme qui conduira d'abord à la redistribution keynésienne, puis à la destruction du keynésianisme par la financiarisation – jusqu'à ce qu'éclate la crise de 2008, qui est une crise majeure d'insolvabilité, et qui donne raison à Marx quant à la baisse du taux de profit, cependant que celui-ci a été remplacé par la spéculation, au détriment du capital productif tout autant que du « travail » qui a pour l'essentiel disparu et est devenu non seulement emploi, mais chômage de masse – ce qui se nomme significativement en anglais *unemployment*.

Dans la première moitié du XX^e siècle, l'économiste Joseph Schumpeter conteste ces analyses de Karl Marx en s'appuyant sur l'exemple d'Henry Ford et du « fordisme » qui se développe dans l'industrie automobile. Il explique qu'un nouveau modèle se met en place, reposant sur des gains de productivité permanents grâce à l'innovation. Ce modèle, c'est celui de ce que l'on appelle de nos jours le consumérisme – ou *consumer capitalism*. Schumpeter parle plutôt de « destruction créatrice », c'est-à-dire d'une capacité du capitalisme à se réinventer selon des boucles courtes ou des cycles économiques plus longs, que l'on appelle les cycles de Kondratiev. L'investissement, donc, ne perd pas sa rentabilité comme l'annonçait Marx, mais change de forme grâce aux permanentes innovations technologiques du capitalisme.

Henry Ford ne parvient à mener à bien cette nouvelle logique, qui tend à faire du prolétaire non seulement un producteur, mais aussi un consommateur (au sens du marketing et du « consumérisme »), que parce qu'il met en pratique ce qu'on appelle le taylorisme, c'est-à-dire l'organisation scientifique (*scientific management*) du labeur, qui, littéralement, *décompose* le travail par une hyper-division des tâches,

transformant les hommes eux-mêmes en automates (comme l'analyse si bien Georges Friedmann⁵) – qui sont désormais remplacés par des automates au sens propre (comme l'annonçait Friedmann dès 1950⁶). C'est à l'époque de l'industriel Ford réalisant à grande échelle le *scientific management* de l'ingénieur Frederick W. Taylor, imaginé dans les années 1880, que le travail perd totalement son sens, comme Chaplin l'a mis en scène dans *Les Temps modernes* (1936), mais avec une conséquence politique et sociale majeure : les gains de productivité ainsi obtenus permettent d'augmenter le salaire des ouvriers. Ils en deviennent d'un coup non plus simplement des producteurs, mais aussi et surtout des consommateurs. Jusqu'alors, les consommateurs étaient issus de la bourgeoisie (grande, c'est-à-dire financière, moyenne, c'est-à-dire entrepreneuriale, ou petite, c'est-à-dire au service des deux précédentes). Avec Ford, le prolétariat devient consommateur, et c'est dans ce cadre que se réalise ce que décrit Schumpeter comme « destruction créatrice ». C'est évidemment très avantageux d'un point de vue politique, car cela intègre le prolétaire au cœur du système, et cela neutralise les oppositions syndicales – comme l'a montré en particulier Bruno Trentin⁷, inspirant en cela André Gorz⁸.

Le fordisme naît autour de 1912, et va prendre une vingtaine d'années pour se consolider. C'est à cette époque qu'apparaît le mythe américain, que l'on appelle aussi le « rêve américain » et qui n'est autre que celui de l'« ouvrier » américain *devenu consommateur*. Cet « ouvrier » n'en est pas un, cependant ; il est un employé prolétarisé qui gagne bien sa vie, qui possède une automobile, un poste radio et plus tard une télévision, et c'est pourquoi il fait rêver son homologue européen, en particulier français. Ceci est à présent bien fini. L'employé américain est de nos jours pressuré comme le sont tous les employés du monde entier, et cela, du fait même de la mondialisation. Mais pendant très longtemps, la plupart des prolétaires ont admiré le « modèle américain » – qui ne reposait cependant pas uniquement sur le fordisme. Outre qu'il supposait le déploiement des industries culturelles, telles qu'elles permettent de standardiser les comportements des consommateurs *via* le marketing (comme Patrick Le Lay en fit tardivement, mais très pédagogiquement la leçon⁹), jusqu'à ce qu'advienne la révolution conservatrice, qui fait l'admiration de la famille Le Pen, il nécessite des transformations macro-économiques majeures dans lesquelles l'État doit jouer un rôle central de redistribution.

La machine économique qui se met en place dans l'entre-deux-guerres repose en effet sur des mécanismes de régulation essentiels : d'une part, sur les indicateurs tels le produit intérieur brut (PIB), le taux de croissance, le taux de chômage, en lien avec la comptabilité nationale, etc., qui datent eux aussi de cette époque ; d'autre part, sur le vrai *statut social donné au salariat* à la suite de la crise de 1929 ; et enfin, sur la redistribution des gains de productivité, c'est-à-dire des bénéfices de ce que l'on appelle alors la croissance¹⁰. Il faut en effet que le système global soit solvable, et c'est ce qu'ont parfaitement compris Keynes et Roosevelt en installant, grâce à cette

régulation et à tout ce qui va suivre, ce qu'on a appelé le *welfare state*, c'est-à-dire un État ajoutant à ses fonctions régaliennes classiques, telles la défense ou la justice, une fonction sociale de redistribution, de régulation de l'économie, de réduction des inégalités, voire d'accès de tous à la santé, à l'éducation ou à la culture.

A. K. — Et c'est cette dimension sociale et redistributive que la révolution conservatrice va supprimer à la fin des années 1970 ?

B. S. — Oui, celle-ci va progressivement, mais littéralement liquider ce qu'en France on appelle depuis la fin du XIX^e siècle l'État-providence – dont le Conseil national de la Résistance aura fait son programme au sortir de la Seconde Guerre mondiale, et que Nicolas Sarkozy se sera employé à liquider en grand admirateur qu'il fut toujours, comme Jean-Marie Le Pen, de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan.

Dans les années 1970, le taux de rentabilité de l'investissement descend plus bas que jamais, autour de 0,3 %. Après une parenthèse de plus d'un siècle, l'histoire paraît cette fois donner à nouveau raison à Karl Marx et sa théorie de la baisse tendancielle du taux de profit. Le capitalisme anglo-saxon, comme je l'ai précisé au début de notre entretien, réagit par la séparation radicale du capitalisme industriel et du financier, et procède à un investissement massif dans les pays émergents. L'économie se dérégule et devient essentiellement financière, à la fois pour permettre aux multinationales de reconquérir leur taux de profit et ainsi continuer à croître en accentuant la pression sur les salaires et pour former des fonds purement spéculatifs ne dépendant pas de l'activité industrielle. Mais cette évolution se produit au détriment aussi bien de la solvabilité du système global que des équilibres locaux. L'industrie créant de moins en moins de « valeur », la redistribution du pouvoir d'achat aux consommateurs s'avère toujours plus insuffisante à mesure que l'on avance dans les années 1980, 1990 et 2000, et le système finit par se gripper en révélant les dispositifs de cavalerie quasi maffieuse sur lesquels il repose. Les *subprimes*, en particulier, ont servi à créer un « pouvoir d'achat » totalement illusoire, qui consiste, si l'on peut le dire ainsi, à « glisser sous le tapis » toute la poussière d'un système malade. Jusqu'à ce qu'en juillet 2007, un coup de vent soulève le tapis et la poussière avec. C'est alors que s'enclenche le processus – le fameux « effet domino » – par lequel adviennent la crise de septembre 2008 et l'effondrement de Lehmann Brothers.

A. K. — Mais comment reliez-vous cette crise des *subprimes* qui a éclaté en 2008 à notre question du travail et de cet emploi qui a peu à peu pris sa place ?

B. S. — La crise de 2008 n'a été que le premier acte de la vraie crise, qui reste malheureusement encore à venir. Conséquence directe de la révolution conservatrice, la crise des *subprimes* a violemment démontré l'insolvabilité structurelle du modèle ultra-libéral. Chacun a réalisé à quel point ne fonctionnait plus le modèle mis en place au début des années 1930 aux États-Unis, à l'instigation de Roosevelt, conseillé par Keynes, et qui reposait sur le partage des fruits de la croissance soutenue sous forme de pouvoir d'achat avec une redistribution en salaires. Et pourtant, de nos jours, en 2015, mille artifices et beaucoup de lâchetés politiques ont finalement reconstitué pour l'essentiel le même système – ce dont l'Europe fait dramatiquement les frais, mais le pire reste à venir...

Car ce modèle déjà très mal en point va tout simplement disparaître avec la généralisation de l'automatisation, qui va lui donner le coup de grâce au cours des dix prochaines années si l'on en croit l'université d'Oxford, l'Institut Bruegel et le Massachusetts Institute of Technology (MIT) notamment. Au début de l'année 2014, dans une convention réunissant à Washington quelques-uns des plus grands patrons des États-Unis, Bill Gates a déclaré que dans les vingt ans, d'ici à ce que l'automatisation de nos sociétés prenne toute son ampleur, l'emploi sera devenu marginal¹¹. Randall Collins, dans *Le capitalisme a-t-il un avenir ?*, cosigné avec Immanuel Wallerstein, affirme que la réduction des emplois atteindra 70 % aux États-Unis dans les trente prochaines années. Et si Foxconn n'a pas encore concrétisé son annonce de mettre en place un million de robots dans ses usines, l'entreprise a récemment investi 11 milliards d'euros dans ce but selon Gilles Babinet.

A. K. — L'emploi a donc progressivement fait disparaître le travail, depuis un siècle et demi, avec les différentes étapes de la prolétarianisation des travailleurs, puis des consommateurs, et maintenant, cet emploi est lui-même en train de disparaître, suite à la généralisation de l'automatisation dans tous les secteurs de l'économie...

B. S. — Aujourd'hui se développe ce que nous appelons à l'IRI et avec Ars Industrialis l'automatisation généralisée. De plus en plus de métros roulent tout seuls, et les camions vont bientôt rouler tout seuls, les caissières disparaissent des supermarchés, et l'on a de moins en moins besoin de manutentionnaires et d'ouvriers. Grosso modo, à part quelques secteurs spécifiques, on aura de moins en moins besoin de salariés. Mercedes produit depuis déjà des années ses moteurs de façon entièrement automatisée. Amazon a décidé d'automatiser complètement ses entrepôts¹², ce qui était prévu depuis le début de la société, comme s'en est vanté son fondateur, Jeff Bezos. Amazon offre à ses salariés qui étaient d'ailleurs extrêmement

mal traités dans ses entrepôts (comme l'a révélé une enquête de la BBC) des primes de départ de 8 000 dollars. C'est dans cette même voie de l'automatisation généralisée que s'engage Foxconn, la question étant de savoir à quel rythme tout cela va se concrétiser. Mais ces exemples vont de plus en plus encourager d'autres employeurs à agir de même, parce que du fait des économies d'échelle, cela fait baisser le coût des robots : le « ticket d'entrée » pour la robotisation va être de moins en moins élevé. Et à partir d'un certain seuil, l'automatisation va devenir une déferlante.

A. K. — Il y a pourtant des gens qui affirment que le numérique ne nuit pas à l'emploi, qu'il s'agit même d'un nouveau gisement d'emplois, non ?

B. S. — Affirmer que l'emploi est condamné à dépérir, ce n'est pas vraiment la meilleure façon d'être populaire. Il y a aujourd'hui une obsession de l'emploi – qui est en réalité la dénégation d'un processus tout à fait opposé, et le choc politique qui se prépare dans cette contradiction entre le discours et la réalité promet d'être terrible. Il est mal vu de dire que la redistribution par le monde industriel de pouvoir d'achat sous forme de salaires, malmenée depuis la fin des années 1970, est en passe de disparaître à cause de l'automatisation. Et il y a une véritable conjuration des imbéciles pour le dissimuler, de l'extrême droite à l'extrême gauche, en passant évidemment et avant tout par les syndicats, qui considèrent – et on le comprend – qu'ils sont là pour défendre l'emploi. Les syndicats sont évidemment dans leur rôle en exigeant de protéger l'emploi tant qu'il n'y a pas d'autre modèle, mais ils ne pourront continuer à le faire qu'à la condition de devenir eux-mêmes des forces de proposition pour mettre en place un nouveau modèle. Faute de quoi la « défense de l'emploi » sera un combat perdu à brève échéance. La question est bien d'inventer un nouveau modèle au sein duquel le travail renaisse de ses cendres.

A. K. — La vérité du numérique, c'est donc l'automatisation, et c'est donc aussi, et à la fois, la destruction de l'emploi et la reconstitution du travail, comme vous le disiez en prenant l'exemple du logiciel libre ?

B. S. — De toute évidence. L'automatisation et la crise de l'emploi qu'elle apporte comme la nuée porte l'orage se présentent d'abord comme une très mauvaise nouvelle ; mais, vues sous un autre angle, elles constituent aussi une très bonne nouvelle, pour autant que la négociation sociale de portée historique qu'il va falloir mener ici soit capable de le comprendre et de le concrétiser – qu'elle soit capable de comprendre et de concrétiser la fin de l'emploi *comme la renaissance du travail*, et avec lui, d'une nouvelle forme d'économie, tout aussi bien que d'une nouvelle

territorialité, c'est-à-dire d'une nouvelle société.

Le numérique, vous le savez, se développe dans tous les secteurs de l'économie et dans toutes les dimensions de l'existence. Il entre littéralement partout, des cages thoraciques des gens qui ont un problème cardiaque aux usines où les pièces détachées sont dotées de puces RFID pour que les robots les trouvent plus assurément et produisent encore plus vite et toujours mieux sans plus avoir besoin de personne. Si le numérique peut ainsi tout envahir, c'est parce qu'il a une capacité universelle et illimitée de connexion et d'intégration de *tous les automatismes*. Je ne parle pas là que des automatismes industriels et technologiques : je parle des automatismes comportementaux, biologiques, psychologiques et sociologiques.

Lorsque vous entrez dans une pièce, vous saluez les personnes présentes, c'est un automatisme, ce qui signifie que vous ne vous rendez pas compte de ce que vous faites : vous le faites sans en prendre conscience, « automatiquement ». Et quand vous parlez, vous ne vous demandez pas : quel mot vais-je utiliser ? Apprendre à parler, c'est acquérir des automatismes. Vous avez passé des années de votre enfance à acquérir toutes sortes d'automatismes qui sont aussi des savoirs – savoir-faire, savoir-vivre, savoirs enseignés, qui sont tous fondés sur l'acquisition d'automatismes.

L'automatisme est aussi et beaucoup plus généralement une caractéristique majeure du vivant : un organisme reproduit automatiquement des comportements qui sont commandés génétiquement, et qui constituent ce que l'on appelle l'instinct. Chez les êtres humains, ces automatismes comportementaux fondés sur des bases biologiques deviennent culturels, ce qui veut dire que les automatismes psychologiques et sociaux sont fondés sur une éducation, raison pour laquelle il y a dans l'espèce humaine des formes très variées de comportements individuels et collectifs. Or, c'est parce que l'organisme humain est inachevé et doit être augmenté par des organes artificiels mis en œuvre dans le cadre d'organisations sociales, que l'éducation s'impose comme acquisition d'automatismes psychologiques et sociaux conformes à un bon usage des organes exosomatiques qui se développent au cours d'une organogenèse avec laquelle, dans les premiers temps de l'hominisation, l'organisme humain lui-même évolue parallèlement à l'évolution de ses organes artificiels, puis, à partir de l'homme de Néanderthal, et avec ceux qu'André Leroi-Gourhan nomme les Néanthropes, l'évolution biologique de l'homme s'interrompt cependant que l'évolution exosomatique s'accélère et que les organisations sociales se différencient, se diversifient, évoluent et se complexifient avec les techniques. Il y a alors co-évolution des organes exosomatiques non plus avec le corps biologique, mais avec le corps social.

Or, les techniques sont porteuses de nouveaux types d'automatismes – au-delà des automatismes biologiques qui concernent tous les vivants, de la cellule élémentaire,

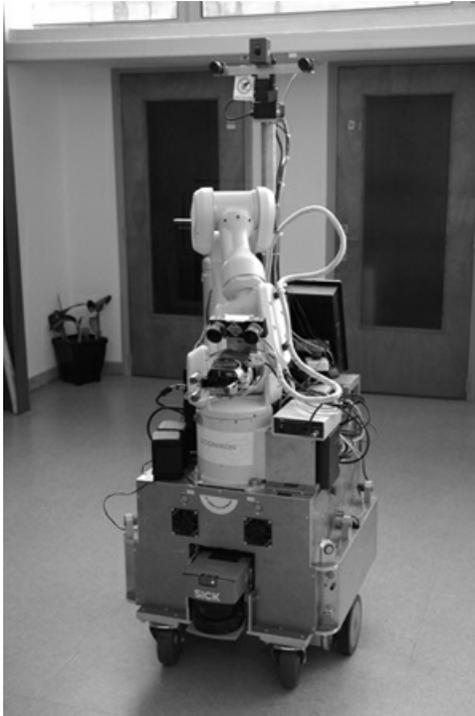
qui ne fait que dérouler automatiquement des séquences génétiques, aux vertébrés supérieurs, dont le comportement est dominé par l'instinct. Les techniques engendrent dans les corps et les sociétés de nouveaux automatismes que l'on appelle des savoirs et qui se transmettent par l'éducation et les apprentissages.

En outre, les techniques constituent parfois par elles-mêmes des automatismes – depuis l'arc



Homme tirant à l'arc, photographie de Gabrielle Vassal, mission Joseph Vassal, Philippines, 1908 © Société de géographie.

qui, par le mouvement automatique de retour à sa forme initiale, lorsque après en avoir tiré la corde on la relâche, développe une grande puissance, ce qui permet tout à coup à l'homme de lancer des projectiles à 300 kilomètres par heure, jusqu'aux appareils numériques et aux robots actuels,



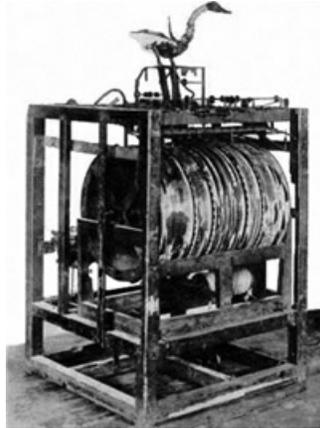
Jido, robot créé par le LAAS-CNRS, Toulouse. (Photo Guillaume Paumier, CC-BY.)

en passant par l'automate de Vaucanson qui est basé sur le ressort, qui entretient automatiquement le mouvement des horloges tout comme il maintient stables les voitures des trains,



Bogie (GFDL).

et qui fascinait Jacques Vaucanson, l'inventeur du fameux automate.



Le Canard, automate de Vaucanson (Wikicommons).

L'automate de Vaucanson a lui-même été à l'origine des automatismes technologiques conçus tout d'abord par l'ingénieur Jacquart pour l'industrie textile comme ruban commandant le mouvement d'une machine et que la révolution industrielle mettra en œuvre en grand nombre et en combinaison avec la machine à vapeur – ce dont il résultera le début d'un processus de prolétarianisation de masse des travailleurs manuels.

En faisant l'acquisition d'automatismes sociaux et culturels au cours de son éducation, qui est rendue indispensable par le fait qu'il doit devenir apte à pratiquer des organes exosomatiques, l'homme contrarie ses comportements d'origine psychobiologiques, il les modifie, et en cela, il les désautomatise en intériorisant d'autres automatismes, d'origine technologique. Ce sont ainsi les artefacts qui confèrent aux humains des capacités de désautomatisation uniques dans l'histoire du vivant, qui appartiennent à ce que Georges Canguilhem décrivait comme la vie technique, c'est-à-dire notre forme de vie, et qui se concrétisent sous forme d'inventions en tous genres : ce sont ces capacités d'acquies sans cesse de nouveaux automatismes au cours de l'éducation, tout aussi bien que de remettre sans cesse en cause les automatismes acquis, qui permettent d'inventer, de répondre aux imprévus, de transformer le monde, c'est-à-dire de le *produire* comme monde. L'artisan au travail met en œuvre des automatismes qu'il a acquis durant son apprentissage, mais qu'il modifie par sa pratique, tout comme il modifie ses instruments, hérités des compagnons qui l'ont formé, et c'est en cela même, par sa capacité à modifier des automatismes, et donc à les désautomatiser, qu'il devient un homme du métier.

L'emploi est ce qui interrompt structurellement et radicalement ce rapport entre automatismes et désautomatisation au travail : tel qu'il est porté à son comble dans la conception taylorienne du « travail » à la chaîne, il a ceci de spécifique qu'il soumet les femmes et les hommes à la reproduction invariable d'automatismes sans la moindre possibilité de désautomatisation. C'est en ce sens que l'emploi devient le

contraire du travail. Savoir faire un travail, c'est essentiellement avoir acquis des automatismes que l'on a tellement intériorisés que l'on en est devenu maître au point de pouvoir les désautomatiser. Travailler, c'est mettre en œuvre une faculté d'inventer à partir d'automatismes reçus, que l'on a d'autant mieux intériorisés que l'on est capable de les désautomatiser. Un violoniste virtuose a acquis au cours d'un apprentissage intense des automatismes entièrement configurés par son instrument, et avec lesquels par là même il fusionne, ce qui fait en quelque sorte qu'il fusionne avec son violon, organe exosomatique autour duquel tous les organes endosomatiques qui constituent son corps propre se sont ré-organisés. Le virtuose devient artiste lorsqu'il s'avère capable d'inventer à partir de ces automatismes acquis un imprévu, une bifurcation, une interprétation au-delà des automatismes, et qui n'aurait sans lui jamais pu se produire : son incorporation des automatismes propres à l'instrument révèlent alors sa singularité, tout aussi bien d'ailleurs que celle de son instrument. Les automatismes acquis par le travail sont alors tout entiers mis au service de cette désautomatisation que l'on appelle l'interprétation, ou la création. Le travail de l'artiste, ce que l'on appelle son œuvre, c'est de part en part ce qui résulte de cette désautomatisation. Et ce que l'on appelle l'*ouvrage* dans le monde du travail est aussi le fruit de ce dépassement des automatismes issus du métier.

A. K. — Votre exemple me fait penser aux grands musiciens de jazz, comme John Coltrane, capables d'improvisations magistrales justement parce qu'ils maîtrisent leur instrument et plus largement leur art musical comme personne. Pour revenir au cœur de notre sujet, ce que vous sous-entendez, c'est que nous pourrions laisser avec grand intérêt les tâches de l'ordre des automatismes aux machines pour mieux permettre aux humains de retrouver l'importance, le sens du travail. Ce travail, à l'inverse d'un emploi mécanique que nous gagnerons à laisser aux machines, supposerait en amont de connaître et maîtriser les automatismes, c'est-à-dire les instruments techniques nécessaires à son activité, pour mieux les dépasser et ainsi nous « désautomatiser »... Est-ce bien ça ?

B. S. — C'est bien cela. Opposer l'automatique et le non-automatique ne mène à rien. Nous développons à l'IRI des systèmes qui reposent sur ces automatismes que l'on appelle des algorithmes. Mais nous concevons ces automates en vue de les mettre au service d'une augmentation du pouvoir de désautomatisation de ceux qui les pratiquent. Regardez comment fonctionne Wikipédia – dont l'IRI est partenaire – : Wikipédia repose sur des robots algorithmiques, appelés *bots*, qui sont des algorithmes assistant les centaines de milliers de contributeurs réguliers de Wikipédia et ses millions de contributeurs irréguliers, comme vous et moi. Sans leur assistance, cette coopération contributive ne serait pas possible.

La technologie de Wikipédia est contributive « par nature ». Elle ouvre un espace d'*externalités positives* d'un nouveau genre, où chacun peut mettre en valeur ce qu'il sait, aussi bien qu'acquérir de nouveaux savoirs, pour les mettre ensuite en valeur lui-même – mais tout cela repose sur les *bots*. La question n'est pas de choisir entre automatiser ou ne pas automatiser. C'est de choisir, par un processus de désautomatisation des idées reçues qui s'appelle *penser*, entre une automatisation mise au service de la prolétarisation généralisée, d'un côté, et une automatisation mise au service de la déprolétarisation, de l'autre.

Les communautés du logiciel libre exploitent elles aussi les automates, mais elles les mettent au service de leur propre déprolétarisation. C'est pour cela que les développeurs du logiciel libre sont en règle générale très motivés par leur travail. Parce qu'ils produisent du savoir et de l'individuation, ils construisent l'époque industrielle de la déprolétarisation en mettant les automates au service de leur propre désautomatisation. Le libre permet d'améliorer sans cesse le système par cette constante désautomatisation, et de produire quelque chose que les automates n'auraient jamais pu produire, par la coopération de ceux qui les pratiquent. C'est d'abord par l'exploitation de l'automatisme que l'on produit de la désautomatisation – et par là un travail qui ne se résume pas à un emploi.

A. K. — L'exemple des développeurs de logiciel libre est intéressant et très parlant. Mais qu'en est-il de ceux qui utilisent plutôt qu'ils ne fabriquent des logiciels, des applications ou même des services ? Autrement dit, la capacité à se saisir de systèmes automatiques, à les « pratiquer » en quelque sorte pour mieux nous « désautomatiser », n'est-elle pas l'apanage d'une petite minorité d'individus ? De communautés comme celle des développeurs, ayant la maîtrise de ces systèmes automatisés, là où la majorité d'entre nous ne la possède aucunement ? Ou alors, pour ne plus rester de simples prolétaires de l'ère numérique, voués à subir les programmes des autres, faut-il comme le suggère Douglas Rushkoff¹³ que tous les écoliers apprennent à coder ?

B. S. — Vous posez ici la question de nouveaux apprentissages élémentaires. Il est évident que la possibilité d'une société industrielle fondée sur la déprolétarisation suppose une réinvention intégrale de l'éducation et de ses apprentissages élémentaires sous toutes leurs formes. Le codage et sa pratique en sont une condition – ils constituent un élément au sens de l'école élémentaire, comme l'écriture et le calcul en sont des éléments aux *XIX^e* et *XX^e* siècles –, comme je le crois avec le Conseil national du numérique (CNNum), dont j'ai cosigné le rapport Jules Ferry 3.0, mais je crois que ce n'est pas la question fondamentale. La question fondamentale, c'est celle d'une requalification générale de la question des savoirs à l'époque où ils sont tous

transformés par le numérique – savoir-vivre, savoir-faire, savoir conceptualiser – et où cette transformation menace de détruire purement et simplement ces savoirs.

Une fois de plus, il faut ici redire que le numérique est un *pharmakon* – et c'est plus précisément un *pharmakon hypomnésique*, c'est-à-dire affectant la mémoire, tout comme l'écriture, telle que Socrate en analyse les enjeux dans *Phèdre*. Si les jeunes générations ne sont pas éduquées à en cultiver les vertus curatives, c'est-à-dire porteuses de pouvoirs de « déprolétarisations » parce que fondés sur des savoirs de désautomatisation, elles seront tout au contraire hyper-prolétarisées. Mais pour cela, il faut repenser tous les savoirs dans le nouveau milieu que constitue le numérique pour eux, et qui les transforme fondamentalement. C'est le but de ce que nous appelons les *digital studies* – et nous avons engagé de nombreux travaux dans ce champ, avec un réseau international, le Digital Studies Network, mais aussi en France, avec le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), la Sorbonne et le CNRS. C'est aussi dans ce but que j'ai co-rédigé le chapitre 5 du rapport du CNNum, *Jules Ferry 3.0*, en préconisant la création d'un nouveau type d'écoles doctorales, fondées sur la recherche contributive et dotées d'une capacité d'attribuer 500 bourses par an à des doctorants étudiant très en profondeur, en réseau et avec leurs directeurs de recherche, les enjeux épistémiques et épistémologiques du numérique dans leur discipline. Seule une telle démarche permettra non pas d'« adapter » les disciplines au numérique, ce qui ne peut conduire qu'à la prolétarianisation des savoirs, mais de prescrire au numérique les nouvelles formes de savoirs et donc les nouvelles pratiques, ainsi que les nouveaux instruments scientifiques et plus généralement noétiques (artistiques, juridiques, politiques, etc.) qu'il requiert en tant que nouveau pouvoir de désautomatisation apporté par la puissance du calcul automatisé.

A. K. — Prenons un exemple : le Web, qui concerne désormais toutes les populations connectées *via* un ordinateur, une tablette ou un téléphone mobile, et pas seulement les développeurs, crée-t-il de l'automatisation ou de la « désautomatisation » de l'humain ?

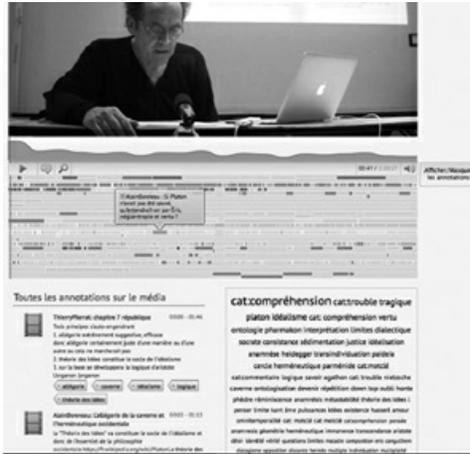
B. S. — Je vous le répète : il produit *les deux* parce que c'est un *pharmakon*, et c'est bien pourquoi ici, à l'IRI, nous travaillons depuis trois ans dans cette optique de la « désautomatisation » au sein d'un consortium réunissant de très grandes universités membres de l'IRI, comme l'université de Tokyo et l'université de Londres, ou partenaires du réseau, dont Berkeley et Cambridge. Nous travaillons à configurer de nouvelles architectures du Web, ce que nous appelons le Web herméneutique, qui repose justement sur la « désautomatisation ». Dans cette perspective, nous avons mis en œuvre une plateforme



avec des étudiants de l'école pharmakon.fr, créée avec Ars Industrialis il y a cinq ans, et également, en ce moment, avec des étudiants de l'université de Compiègne, dans le cadre d'un cours que j'y dispense



et qui repose sur le partage de notes de cours et sur leur interprétation contributive, ce qui permet également une certification contributive. Nous travaillons plus généralement à la constitution de plateformes de catégorisation contributive dédiées aux pratiques du Web sous toutes leurs formes, et dans l'optique d'une nouvelle conception de réseau social que nous avons élaborée avec deux chercheurs en post-doctorat à l'IRI, Harry Halpin¹⁴ et Yuk Hui¹⁵. Ces travaux sont approfondis dans le cadre d'un séminaire du Digital Studies Network



que nous avons dédié aux enjeux théoriques et pratiques de la catégorisation contributive.

À partir d'une plateforme de partage de notes, d'un réseau social herméneutique et d'un système d'aide à la discussion en ligne, il s'agit de créer par une pratique raisonnée des algorithmes des communautés polémiques et des controverses qui utilisent ces instruments d'interprétation pour pouvoir confronter idées, pratiques, propositions en tous genres, par exemple des arguments politiques ou des jugements esthétiques, etc., et qui, à travers ces confrontations, produisent ce que, dans le langage de la physique, on appelle des structures dissipatives et de la néguentropie – c'est-à-dire du ressourcement constant. C'est cela qui doit succéder à la « destruction créatrice » devenue aujourd'hui uniquement destructrice.

A. K. — Selon vous, il convient donc de prendre acte de cette tendance à l'automatisation généralisée, et de construire des processus de « désautomatisation » sur ce socle, pour ainsi retrouver la réalité du travail en lieu et place de simples emplois ?

B. S. — Oui, parce que l'emploi et donc le salariat sont condamnés à plus ou moins long terme. Bien sûr, tous les salariés ne vont pas disparaître du jour au lendemain. Mais au fil du temps, les salariés deviendront une sorte de résidu d'une époque révolue. Il y aura, certes, encore des emplois parce que dans certains secteurs, on continuera à avoir besoin d'une main-d'œuvre humaine prolétarisée, mais cela deviendra exceptionnel.

La question est donc de savoir comment nous allons faire pour que fonctionne le système économique fondé sur l'automatisation intégrale et généralisée – dans une économie du travail ne reposant plus sur l'emploi – et où il faudra remplacer la redistribution des gains de productivité par le salaire par une redistribution fondée sur

un travail contributif non salarié. Je soutiens avec Ars Industrialis que la résolution d'un tel problème réside dans ce que nous appelons le revenu contributif, qui n'est pas le revenu d'existence (que nous défendons, par ailleurs), mais un revenu alloué sur le modèle des droits spécifiques au régime des intermittents du spectacle.

Revenons donc aux questions du début de notre entretien. Qu'est-ce que le travail aujourd'hui ? Où est-ce que les gens travaillent vraiment ?

Les intermittents du spectacle travaillent. Et en général, ils sont plutôt bons, car s'ils ne le sont pas, ils ne font pas leurs heures et ne peuvent plus profiter du régime d'assurance qui leur fournit un revenu en dehors de leurs périodes de production. Ici, être bon ne signifie pas être compétitif.

A. K. — Ce n'est pas la même chose...

B. S. — Ce n'est absolument pas la même chose. Dans ce monde-là, précisément, on n'est pas compétitif. En revanche, on est émulateur. On ne peut pas dire que Louis Jovet est compétitif par rapport à Michel Simon. Ce serait complètement idiot. Louis Jovet, ce n'est pas Michel Simon. Les compétiteurs sont des représentants plus ou moins performants d'un même standard. Les créateurs sont des êtres singuliers, qui créent des singularités. Et c'est cela que produit leur travail – et donc la négentropie dont nous parlions tout à l'heure.

A. K. — Être compétitif, c'est faire plus pour moins cher sans changer de terrain. Nous sommes dans le registre de l'emploi, pas du travail tel que vous l'entendez, où il s'agirait de faire différemment, autrement, chacun selon sa singularité...

B. S. — La compétitivité dans la standardisation, ce n'est plus le sujet. Le sujet, c'est l'émulation, la négentropie, l'inventivité, etc. C'est particulièrement vrai à l'époque de ce que l'on appelle l'Anthropocène, qui succède à l'Holocène, et où l'homme a acquis par son organisme exosomatique une telle puissance qu'il est devenu un facteur géologique, comme les forces telluriques ou atmosphériques qu'il perturbe par ses activités, provoquant des déséquilibres qui rompent les équilibres métastables et par là même engendrent du désordre. C'est ce désordre que l'on appelle l'entropie, laquelle conduit à la destruction des organisations en général et des organismes en particulier. C'est pourquoi l'Anthropocène peut être aussi appelé l'Entropocène, et c'est pourquoi il faut en sortir au plus vite, pour entrer dans ce que nous appelons le Néguanthropocène.

Pour cela, il faut produire une nouvelle organisation économique fondée sur une

nouvelle forme de valeur – la valeur néguanthropique que nous appelons aussi la valeur pratique, et qui est précisément ce que produisent les intermittents, en tant qu'ils élèvent le niveau général de l'intelligence collective par la teneur fondamentalement qualitative des capacités qu'ils cultivent (j'emploie le mot « capacité » au sens d'Amartya Sen).

A. K. — J'adhère à cette vision. Mais n'est-elle pas de l'ordre du vœu pieux ? voire de l'utopie ? N'y a-t-il pas également parfois de la compétition entre les personnalités pourtant singulières, ne serait-ce que pour savoir qui sera le mieux payé, obtiendra tel ou tel prix ou récompense ? N'avons-vous pas naturellement tendance, jaloux que nous sommes, à nous comparer les uns aux autres, donc à nous placer nous-mêmes en compétition les uns avec les autres ? Enfin, n'est-ce pas un rêve illusoire que d'imaginer que nous avons tous des talents qui nous singularisent vraiment ? Comment éviter les phénomènes de mimétisme ou de copie ? Et n'y aura-t-il pas toujours, dans ce jeu de la singularité, des laissés-pour-compte, qui resteront pour l'éternité sur les bas-côtés de la route ?

B. S. — Nous ne voulons évidemment pas dire que tout le monde doit devenir artiste (même s'il faut être très attentif à ce que Joseph Beuys disait en ces matières¹⁶). Nous disons que tout le monde doit pouvoir développer ses capacités, et produire ce que Sen appelle de la capacitation. Les capacités sont les savoirs vivre, faire et concevoir sous toutes leurs formes, et telles qu'elles produisent de la néguentropie, c'est-à-dire de la singularité. Une mère, par exemple, élève son enfant à sa façon, qui n'est pas standardisable, et l'un des plus grands dangers qui menacent de nos jours l'humanité, c'est la destruction de l'éducation infantile – outre la pollution qui affecte à présent tragiquement le développement cérébral des nourrissons¹⁷. Plus généralement, les immenses problèmes qui surgissent dans l'Anthropocène et qui nous promettent à une échéance très courte (moins de cinquante ans) de terribles difficultés sur la Terre si rien ne change, ne pourront être surmontés qu'à la condition d'élever très sensiblement le niveau de l'intelligence collective. Enfin, je suis convaincu que la plupart des gens ont toutes sortes de talents, et que le problème est que la société non seulement ne les cultive pas, mais tend structurellement à les réprimer.

Quant à la compétition et plus généralement à ce que vous décrivez comme l'envie et la jalousie, ce sont bien sûr des tendances inhérentes à l'humanité. Mais ce sont des tendances misérables, telles que l'émulation qui profite à tous devient la concurrence au profit de quelques-uns (qui imposent aux autres des monopoles et des barrières d'accès en les diminuant à tous égards) et qui, bien qu'il soit impossible de les éliminer, doivent être combattues comme des maladies. L'envie est une misère et

l'ambition qui ne vise qu'à sa propre promotion tout autant. Dans les périodes de décadence comme en connurent toutes les époques et comme nous en vivons évidemment une nous-mêmes, ces maladies psycho-sociales prolifèrent. Il n'y a qu'à voir pour s'en convaincre les comportements des leaders politiques en France, et les compétitions entre rivaux pour la conquête du pouvoir, qui affligent la démocratie et qui l'affectent à mort.

Quant au fait qu'il y ait toujours des personnalités fragiles qui ne peuvent pas entrer dans des processus sociaux tels que nous les préconisons, cela nous conduit à poser qu'il faut dans tous les cas garantir par un revenu d'existence des conditions de subsistance élémentaires pour ceux qui ne sauraient pas faire valoir leurs droits à un revenu contributif.

A. K. — Le chemin que vous tracez, avec moins de compétition mais plus de singularité et de partage, ne rejoint-il pas les rêves que tentent de concrétiser les acteurs de cette économie collaborative, dont certains se sont réunis début mai 2014 à la OuiShare Fest, qui s'est tenue au Cabaret sauvage à Paris, où vous êtes d'ailleurs intervenu ? Une économie, certes, encore à construire, mais qui reposerait en théorie moins sur la propriété des biens que sur leur usage et un nouvel art du partage, non seulement de ces biens, mais du savoir nous permettant de les créer et de les faire fructifier...

B. S. — C'est juste, mais dans ce monde de l'économie collaborative se produit aujourd'hui tout et son contraire. Le « travail gratuit », par exemple, ce n'est pas seulement Wikipédia avec des gens qui font cela parce qu'ils veulent prendre soin de ce à quoi ils tiennent. Ce sont aussi des gens qui contribuent gratuitement sans qu'on leur demande leur avis. Et c'est également une forme d'hyperprolétarisation rémunérée à la microtâche, pour des personnes qui n'ont sans doute pas d'autre choix que de faire ce genre de « job », et qui forment ce que l'on appelle à présent le *netariat*. Ce sont aussi les entreprises du nouveau monde numérique qui se débrouillent pour faire travailler gratuitement à leur service des internautes et en tirent des profits colossaux sans contribuer elles-mêmes à la vie de ces contributeurs, tout en provoquant des processus disruptifs extrêmement néfastes pour les sociétés dans leur ensemble, détruisant non seulement les fiscalités, les économies, les emplois, etc., mais aussi les relations sociales, les institutions de savoirs, etc. – en faisant passer pour du savoir ce qui n'est que de l'information, et en court-circuitant ce que nous appelons les processus de transindividuation.

L'économie de la contribution existe déjà, et elle se développe même à une vitesse foudroyante. Amazon n'existait pas il y a vingt ans, pas plus que Google il y a quinze ans, pas plus que Facebook il y a huit ans. Mais cette économie de contribution est un

pharmakon, il faut encore le redire – en d’autres termes, elle est hautement entropique. C’est à présent pour l’Europe comme pour le monde entier un impératif *vital* que de savoir faire émerger une économie contributive néguentropique et redistributrice, c’est-à-dire juste.

Facebook, Amazon et Google captent et détournent la contribution à leur profit exclusif, produisant ainsi une énorme entropie, et installant ce que Thomas Berns et Antoinette Rouvroy décrivent comme une gouvernamentalité algorithmique fondée sur le calcul, l’automatisation et le téléguidage des comportements de tous.

Plus généralement, le numérique et l’automatisation ont permis de déporter du côté du consommateur toutes sortes de tâches qui étaient autrefois assumées par le producteur, comme l’a montré Marie-Anne Dujarier dans *Le Travail du consommateur*¹⁸. À la SCNF ou à la RATP, par exemple, ce sont les distributeurs de billets qui font « travailler » chacun devant la machine pour obtenir son ticket de transport, mais nous pourrions illustrer ce phénomène dans mille autres domaines.

Olivier Landau a montré dans le cadre de travaux d’Ars Industrialis comment l’imprimante 3D, qui semble porter de grandes promesses de production décentralisée et de reconstitution de circuits locaux de production, est aussi et surtout dans les nouvelles stratégies industrielles une façon de faire porter par les consommateurs la charge des investissements et des immobilisations financières (les matériaux et machines d’abord). Je suis personnellement très attentif à ce qui se passe dans les *fab labs*, mais l’imprimante 3D – qui est un robot – est un *pharmakon* comme *tout* ce dont nous parlons ici, et si nous n’en prescrivons pas des pratiques « thérapeutiques », c’est-à-dire au service du soin plutôt que de l’intoxication, elles aggraveront encore la prolétarianisation.

Sur un registre différent mais proche, il y a ce qu’on appelle le *human computing* : toutes sortes de gens, dans le monde entier, chacun devant son ordinateur, se livrent à des microtâches répétitives payées une misère, sans aucun droit social ni aucun droit du travail...

A. K. — Par exemple, labelliser, indexer des images en nombre, ou cliquer en masse sur le bouton « *like* » de la page Facebook d’une marque... On appelle ceux qui se livrent, faute d’un vrai travail, à ce genre de nouveaux boulots payés à la microtâche et qui sont réunis sur des plateformes comme Amazon Mechanical Turk ou MicroTravail.com, des « *turkers* », ou encore des « pronétaires »...

B. S. — C’est ainsi une prolétarianisation extrême qui est en train de se développer, et qui est extrêmement toxique...

A. K. — On voit bien ici ce en quoi la technologie est en effet un *pharmakon*, à la fois poison et antidote, avec par exemple d'un côté Wikipédia, et de l'autre ces plateformes de microtâches...

B. S. — C'est pourquoi nous pensons ces questions dans le cadre de ce que nous appelons une organologie générale. Les effets d'une technologie, qui relève des organes artificiels (exosomatiques), dépendent de la façon dont celle-ci est agencée avec les organes psychosomatiques (endosomatiques) d'individus qui la pratiquent – ou qui la subissent. Or, ces agencements entre organes artificiels et organes somatiques sont prescrits par des organisations sociales, et ne peuvent être féconds et bénéfiques qu'à cette condition.

Avec les GAFAs ¹⁹, ces organisations sociales sont détruites, et avec elles, non seulement les individus collectifs qu'elles forment, mais les individus psychiques qui les composent. Cela conduit à la rage sociale et parfois à la folie meurtrière – toujours plus ou moins suicidaire, comme notre époque nous donne malheureusement à le constater chaque jour un peu plus douloureusement.

À l'IRI, avec l'association Ars Industrialis et bien sûr dans le cadre de l'école *pharmakon.fr*, nous tentons d'élaborer une philosophie du *pharmakon*. Le *pharmakon* s'avère toujours fortement toxique dès lors que l'on n'en prescrit pas des pratiques soigneuses – à travers des savoirs appropriés formant ce que l'on appelle une culture. On nous parle beaucoup de la « culture numérique », mais de fait, celle-ci n'existe pas, et tout le problème est là. Que ce soit avec l'État, les entreprises ou les citoyens, il est essentiel de construire une politique du *pharmakon*. Nous appelons cela une thérapeutique. Ou bien nous avons une *therapeia*, une thérapeutique politique du *pharmakon* pour qu'il soit, *in fine*, plus curatif que toxique, ce qui constitue un projet social et l'époque inaugurale d'une nouvelle civilisation ; ou bien l'incurie règne : la toxicité, c'est l'incurie. Et c'est bien ce qui se passe en ce moment : faute de thérapeutique, c'est-à-dire de culture, l'incurie règne, dans l'économie comme dans toutes les dimensions du monde.

A. K. — Cette thérapeutique du numérique reste tout de même le dernier des soucis d'une large majorité de ses acteurs, notamment aux États-Unis, non ?

B. S. — Lorsque Chris Anderson explique que le numérique, l'exploitation des *big data*, c'est la fin de la théorie²⁰, que nous n'aurons demain plus besoin ni de scientifiques ni même de médecins, parce que Google serait dorénavant capable de

résoudre des problèmes de médecine ou de linguistique bien plus efficacement que n'importe qui grâce à ses algorithmes et ses automates, il décrit la prolétarianisation des théoriciens par la gouvernementalité algorithmique dont j'ai déjà parlé²¹.

A. K. — ... Cela peut surprendre de la part de Chris Anderson, par ailleurs père de la théorie de la « longue traîne²² », qui avait démontré en 2004 dans un article de *Wired* la pertinence économique du choix le plus large, avec les offres les plus pointues, de sites tels que Netflix ou Amazon...

B. S. — Ce parcours d'Anderson est celui d'un libertarien américain de droite ; il incarne un choix politique que je crois sans avenir, car totalement irrationnel, facteur d'une entropie généralisée qui ne peut être que destructrice, et qui s'opère face à une transformation complète de l'économie industrielle planétaire induite par ce que Clarisse Herrenschmidt appelle l'écriture réticulaire²³. La société automatique est réticulaire. Selon qu'elle s'accompagne ou non d'une thérapeutique, cette réticulation ouvre une alternative : soit elle impose une captation sournoise de données anéantissant l'intimité et la singularité dont cette intimité est le site, et comme pouvoir de désautomatisation ; soit elle conduit à la constitution de nouvelles formes d'individuation au sein de communautés contributives soutenues par une économie contributive, et qui produisent de la valeur pratique.

Avec *Ars Industrialis*, j'appelle pratique la valeur qui ne se réduit ni à l'échange ni à l'usage : la valeur pratique est ce qui vaut par soi, et qui ne s'use pas, constituant ce que l'on appelle le savoir, qui lui-même ne se dévalorise pas avec le temps, qui est inusable en ce sens, mais qui est par nature et structurellement partageable et partagé par les congénères comme à travers les générations, faisant l'unité de l'aventure humaine et ouvrant les perspectives de l'avenir que l'homme peut toujours projeter dans le devenir pour autant qu'il est capable de préserver ses capacités néguentropiques – ce qui constitue ce que j'appelle depuis quelques mois une néguanthropologie.

A. K. — À vous écouter, j'ai le sentiment que, sous ces mots fourre-tout que sont l'innovation ou les start-up, notre nouveau monde numérique mêle tout et le contraire de tout : des pratiques vraiment nouvelles, de type collaboratif ou contributif, qui participent visiblement à l'invention d'un autre modèle de société, et à l'inverse, des projets dont la logique reste celle du profit immédiat, du consumérisme et de l'emploi sans signification, ou encore de ce que vous appelez le capitalisme pulsionnel ou l'économie de l'incurie...

B. S. — L'enjeu, ici, c'est la transition d'une vision à une autre, d'un modèle à un autre. Il y a des forces économiques qui considèrent que leur intérêt à court terme est bien plus dans le maintien de l'hyperconsumérisme que dans le développement d'autre chose. À court terme, elles ont sans doute raison, mais elles ont absolument tort à long terme. L'économie contributive telle que nous la concevons à l'IRI et à Ars Industrialis ne repose plus du tout sur les indicateurs de croissance. Cela ne veut pas dire qu'il ne s'agit pas de croissance, mais que ce que l'on appelle habituellement la croissance – par exemple, celle derrière laquelle courent les technocrates français et européens – n'est en vérité que de la « mécroissance » qui produit de l'incurie. La vraie croissance, c'est l'économie contributive capable d'engendrer de nouveaux processus d'individuation et un nouveau type de valeur pour sortir de l'Entropocène.

Aujourd'hui, nous sommes entre deux modèles : le modèle consumériste qui reste dominant, et un modèle émergent, le modèle contributif. Entre les deux, il existe des modèles contributifs hybrides, comme on parle d'automobiles hybrides – par exemple Google –, qui sont hyperconsuméristes. Mais je suis convaincu que cette exubérance consumériste est un chant du cygne : elle produit une insolvabilité qui mettra violemment un terme à ces modèles ambivalents si nous ne savons pas négocier pacifiquement l'entrée dans une véritable économie contributive et redistributrice, ce qui constitue aussi la question des communs au sens où en parlent Michel Bauwens²⁴, Philippe Aigrain²⁵ et quelques autres après les travaux d'Elinor Ostrom.

Le modèle d'affaire de Google repose, pour une part, sur une contributivité très importante des gens qui utilisent ce qu'on appelle sa valeur d'usage, et d'autre part sur un consumérisme qui rapporte beaucoup d'argent à ceux qui exploitent leur contribution en la transformant en valeur d'échange *via* le business à la fois linguistique et publicitaire sur les pages du moteur. Google est un modèle hyperconsumériste, mais sa technologie très remarquable fait avancer en même temps de nouveaux modèles contributifs. Dans ce contexte-là, le contributif demeure cependant massivement toxique.

Dans le monde qui émerge, où l'emploi va décliner sinon tout à fait disparaître, et où il y aura de moins en moins de redistribution de pouvoir d'achat sous forme de salaire, Google deviendra insolvable à son tour : le modèle d'affaire de Google repose sur le pouvoir d'achat.

Cela signifie que nous avons tous intérêt, Google compris, à inventer un autre modèle qui reposerait sur la généralisation de la contributivité, produisant de la valeur essentiellement *via* cette contributivité.

Pour cela, il faut repenser l'infrastructure contributive qu'est le Web – et c'est dans cette perspective qu'avec l'IRI je travaille à la conception d'un Web herméneutique. Au cours de son évolution, et en particulier depuis l'apparition des réseaux sociaux et

de ce que l'on appelle les plateformes d'application, quelque chose a changé dans le Web, qui a conduit à ce que l'on a appelé l'économie des *data*, contrôlée par des prédateurs de *data* qui prennent de la donnée mais ne la rendent pas. Ce devenir, dont Dominique Cardon a proposé des analyses²⁶, et qui étend la prolétarianisation, inversant ce dont le logiciel libre est dans le monde réticulaire le modèle, a engendré ce qu'au cours d'une séance d'Ars Industrialis nous avons appelé « le blues du Net », comme Geert Lovink²⁷ l'avait souligné de son côté à propos des réseaux sociaux.

Une telle situation est périlleuse : de noirs nuages s'amoncellent. Un sursaut est requis, et je suis convaincu que l'Europe devrait en être le site, elle qui a été le berceau du Web – ce que tout le monde semble avoir oublié. À travers ses grands groupes d'opérateurs de télécommunication, d'informatique, de logiciels, d'équipementiers, mais aussi à travers son industrie éditoriale, c'est l'Europe qui devrait développer le nouvel âge du Web : tous ses intérêts bénéficieraient d'une telle réouverture de l'horizon planétaire.

La valeur que produira le Web herméneutique ne procédera pas d'abord de la consommation, mais du savoir – qui substituera d'ailleurs au pouvoir d'achat un savoir d'achat. Un consommateur est structurellement irresponsable et ignorant : il ne sait rien du produit qu'il a acquis, qui constitue pour lui une boîte noire. Le consommateur ne s'intéresse ni à ce qu'est ce produit, ni à ce qu'il va devenir, et tout est fait pour qu'il le jette le plus vite possible – ce que l'on appelle l'obsolescence programmée. L'iPhone 5 doit tuer l'iPhone 4 comme l'iPad tue l'iPod, l'iPhone 6 tue l'iPhone 5, et si ce n'est pas Apple lui-même qui organise ce système de « jetabilité », Samsung s'en occupera.

A. K. — C'est la fameuse destruction créatrice...

B. S. — ... devenue destruction destructrice, c'est-à-dire jetabilité et poubellisation généralisées, y compris des emplois et donc du pouvoir d'achat.

A. K. — Vous l'avez déjà évoqué au début de notre entretien, la destruction créatrice, comme l'emploi, serait en train de mourir elle aussi...

B. S. — La destruction, qui était autrefois créatrice, qui a permis de développer une véritable prospérité, d'abord américaine, puis européenne, puis planétaire, détruit désormais les systèmes sociaux, les structures sociales, les environnements naturels, les environnements mentaux, etc., et finalement les appareils psychiques eux-mêmes. Les gens sont malheureux et dépressifs. La dépression, les gens ne l'avouent pas. Je

suis moi-même dépressif et accablé par tout cela. Pour se soigner de ce genre de dépression, il n'y a pas d'autre solution que de concevoir et réaliser un avenir au-delà de la jetabilité qui est la négation même de l'avenir – la première période de la destruction créatrice, jusque dans les années 1970, ne reposait d'ailleurs pas sur le jetable...

A. K. — Non, pas la première...

B. S. — C'est dans les années 1980 que sont apparus les appareils photo jetables – et ce fut le début du règne hégémonique du marketing. Cette « jetabilité systémique » qui règne plus que jamais, alors même que nous savons qu'elle compromet l'avenir de l'humanité, signifie que le consommateur irresponsable, qui se fiche de l'environnement comme de la manière dont le produit est fabriqué, n'a plus aucun souci du monde et du soin qu'il faut en prendre. Il n'est pas soigneux. Comme disaient Bossuet et Proust, il est *incurieux*.

L'incurieux est celui qui n'en a cure, comme on dit, c'est-à-dire celui qui ne prend pas soin, du latin *cura*. L'incurie, en langage fleuri, c'est le je-m'en-foutisme. Or, le consumérisme repose sur le développement systématique de ce je-m'en-foutisme – celui des consommateurs, mais aussi des actionnaires, qui ne pensent qu'à leurs bénéfices à court terme, et des producteurs qui ne sont plus du tout motivés par ce qui n'est plus un travail, mais par le moyen d'obtenir du pouvoir d'achat pour consommer – et la boucle est bouclée.

L'incurie politique en résulte. Le politicien incurieux (« je-m'en-foutiste ») est un cynique parfait : il pose a priori que c'est ainsi et que l'on n'y peut rien. C'est la forme centrale de l'incurie politique contemporaine. Mais il y en a des formes périphériques et tout aussi incurieuses, qui consistent à dénoncer l'état de fait sur un registre ou sur un autre sans jamais en tirer les conséquences quant à son propre discours – par exemple, en continuant à « exiger le retour au plein-emploi » et en s'épargnant la nécessité de repenser en profondeur la critique de l'économie politique. C'est le cas de tous les partis de la « gauche de la gauche ». Quant à l'extrême droite frontiste, comme je l'ai déjà dit et l'ai écrit dans *Pharmacologie du Front national*, elle en appelle au retour à un État fort cependant qu'en son fond, elle est dès l'origine une force d'appoint de l'ultralibéralisme dont elle exploite la souffrance qu'il engendre en détournant l'attention de ceux qui souffrent de cette pharmacologie profondément négative en quoi consiste l'ultralibéralisme vers des boucs émissaires et en provoquant ainsi des inversions de causalité (l'inversion de causalité est le principe de l'idéologie²⁸).

Cependant, avec la montée en puissance des automates, qui vont déferler dans les

dix ans qui viennent avec une extrême brutalité, tout cela va s'effondrer. Dès lors, que l'on soit, président de la République, PDG d'un grand groupe, professeur d'université, syndicaliste ou citoyen, il faut dès à présent s'atteler à ce sujet – et repenser complètement le modèle économique de nos sociétés.

C'est un semblable geste de réinvention de la société industrielle qu'a réalisé Keynes en 1933 – et en 1933, le taylorisme rendait à la fois possible et nécessaire la redistribution sous forme de pouvoir d'achat des gains de productivité obtenus par la nouvelle organisation du travail. Avec l'automatisation généralisée, la nouvelle donne rend caduc le *New Deal* de 1933. C'est pourquoi, lorsque Pierre Larrouturou affirme avec Michel Rocard qu'il faut en revenir à Keynes et à Roosevelt, ils ont à la fois tort et raison. Ils ont raison dans l'esprit, car il s'agit d'une nouvelle donne, mais ils ont tort parce que *cette* nouvelle donne fait du *New Deal* une affaire du passé.

Nous ne sommes pas en 1933. Nous sommes en 2015, et nous devons nous projeter dans les vingt ans qui viennent pour voir et analyser ce qu'il peut se passer. Le modèle économique dominant s'écroule, nous devons en penser un autre et créer les conditions de sa progressive mise en place – à travers de nouvelles règles. Ce qu'il y a de commun avec l'époque de Roosevelt à laquelle se réfère le collectif Roosevelt (dont j'ai signé l'appel pour cette raison même), c'est la nécessité d'organiser une redistribution socialement juste et économiquement rationnelle. Mais ce qu'il y a de nouveau par rapport à cette époque, et qu'il faut mettre en débat avec le collectif Roosevelt et avec toute la société, et en sortant des frontières nationales, c'est-à-dire avec l'Europe, c'est que l'emploi lui-même disparaît avec la robotisation dont les gains de productivité ne pourront devenir des gains effectifs qu'à la condition de créer une nouvelle solvabilité fondée sur un nouvel âge de la redistribution.

A. K. — Je suis d'accord, mais c'est abyssal. Aujourd'hui, l'emploi est une obsession pour les politiques comme pour les citoyens. Quel que soit cet emploi, en avoir un, c'est bien, et ne pas en avoir, c'est terrible. Ce dogme est ancré dans nos têtes. De plus, tout notre système, en particulier l'imposition et la redistribution sociale, repose sur ce que d'aucuns appellent le travail, mais qui n'est que l'emploi, correspondant à la logique du salariat. André Gorz, penseur majeur qui n'est malheureusement plus de ce monde, a parfaitement décrit la part considérable que le capital a prise, c'est-à-dire le pur enrichissement financier dans la création de richesse depuis les années 1970, au détriment de l'investissement et surtout du travail. Or, une nouvelle fois, tout notre système, de l'impôt sur le revenu aux prélèvements obligatoires en passant par la Sécurité sociale, est fondé sur l'emploi et le salariat... Accepter la mort de l'emploi, donc la chute de ce système, puis travailler à en créer un autre reposant sur d'autres valeurs, cela suppose de faire exploser nos préjugés et bien des corporatismes. Ce chantier a de quoi donner le vertige !

B. S. — Aujourd’hui, il faut en effet repenser le droit du travail, la fiscalité, la formation et l’éducation, tout – et il faut poursuivre en profondeur le travail engagé par Gorz, qui a beaucoup évolué au fil des années et qui a été le premier à anticiper ce dont je parlais ici à propos du logiciel libre et des externalités positives²⁹ en partant des analyses proposées dans *Vers un capitalisme cognitif. Entre mutations du travail et territoires*³⁰. Il faut absolument tout repenser. N’est-ce pas formidablement intéressant ?

A. K. — Certes, mais c’est une vraie révolution !

B. S. — N’est-ce pas formidable ?

A. K. — Oui, c’est motivant, mais cela n’en reste pas moins une révolution au sens premier du terme...

B. S. — C’est en effet une révolution, mais il ne faut pas la voir comme si tout devait changer tout d’un coup... On peut et il faut faire en sorte qu’elle ne s’opère pas brutalement, ce qui serait dans le cas de notre époque d’une extrême violence, et cette extrémité serait extrêmement périlleuse.

A. K. — Cela peut-il s’accomplir doucement ?

B. S. — Nous devons bâtir une économie de transition – ce que nous avons commencé à analyser au sein d’Ars Industrialis théoriquement et pratiquement, ce que j’ai commencé à développer dans *Pharmacologie du Front national*, que j’ai approfondi dans *La Société automatique 1. L’avenir du travail*, et ce pour quoi nous proposons une méthode de travail fondée sur la recherche contributive et le droit à l’expérimentation des territoires³¹.

Il y a d’abord le temps de l’analyse sans concession, qui doit poser clairement les données du problème, en faire partager le constat, et ouvrir le débat – ce que nous avons commencé à faire avec Paul Jorion, qui a lui-même signalé la tendance au déclin du salariat induite par l’automatisation³². Puis il faut en négocier les premières conséquences en termes de décision avec les partenaires sociaux, avec le patronat, les syndicats, les corps constitués, les corps intermédiaires, tout ce qui dans une

démocratie sert à négocier. Et il faut faire beaucoup de prospective, en confrontant les points de vue : Bill Gates dit cela, Marc Giget dit cela, Michel Volle, Paul Jorion, Roland Berger, Oxford, l'Institut Bruegel, le MIT, Jean Pisani-Ferry, Bernard Stiegler disent ceci *ou* cela... Analysons ! Analysons de près, et travaillons sérieusement, c'est-à-dire sans nous voiler la face ni nous payer de mots.

C'est ce que nous avons tenté d'amorcer avec l'IRI durant les « Entretiens du nouveau monde industriel » qui se sont tenus au Centre Pompidou, à Paris, à la fin 2013, puis en janvier et en mars 2015 avec Ars Industrialis et en compagnie de Paul Jorion au théâtre Gérard Philipe. C'est aussi ce dont nous parlons avec divers territoires, en France et hors de France.

Dans une période de transition, il faut assurer les lendemains fondés sur un passé qui est en train de disparaître et se projeter dans un avenir qui n'existe pas encore, et dont il faut négocier l'avènement, à la fois comme on « négocie » un virage et comme on négocie entre partenaires. Là est la difficulté centrale et donc la tâche principale. Il faut *préserver* pour demain matin, tant que faire se peut, ce qui ramène encore de la fiscalité, du pouvoir d'achat, de la circulation monétaire, et il faut protéger les emplois existants autant que possible ; mais il ne faut pas se bercer d'illusions sur le temps que cette protection pourra durer. Au-delà, il faudra bâtir avec les partenaires sociaux une vraie réponse cohérente face à cette réalité-là. Cela suppose de mener dans une première étape une analyse approfondie, protégée autant que possible des pressions de divers *lobbies* qui ne voient leurs intérêts qu'à court terme. Il faut faire un état des lieux de l'automatisation et de ses scénarii de généralisation, puis faire un état de l'art des propositions alternatives à la redistribution *via* le salariat. Or, il y a sur ce sujet beaucoup d'idées et de débats, par exemple autour des *commons*, comme je l'ai déjà signalé.

A. K. — Oui, et à la notion de « bien commun »...

B. S. — La notion de bien commun apporte une réponse à la « tragédie des commons », mais aussi et plus généralement à toutes les formes de surexploitation, dont celles qui résultent de la privatisation des biens communs – et les *commons* en tant que biens régis par des licences spécifiques de droits d'usage et propriété partagée représentent une réponse positive en matière d'organisation collective de la circulation des biens non rivaux et de coopération, ce qui constitue sans aucun doute un cadre de référence pour une société contributive.

Il faut débattre, mais il faut aussi et surtout à présent expérimenter, créer pour cela des zones franches, c'est-à-dire des territoires d'expérimentation et de recherche contributive, permettre de sortir du droit du travail actuel ou de la réglementation

d'allocation des minima sociaux par exemple, pour créer un revenu contributif pour la jeunesse – qui est dans une situation intolérable face à la disparition structurelle de l'emploi.

On n'a pas le droit de sortir du droit du travail, et c'est normal et heureux. En démocratie, le droit s'applique à tout le monde de manière égale, ce qu'il convient de préserver et de défendre. Mais nous devons créer des zones d'exception sous contrôle pour expérimenter d'autres modèles de société. Et inventer un nouvel état de droit face à l'état de fait de l'automatisation. Il faut que des territoires puissent se porter candidats, et que des moyens exceptionnels leur soient alloués, non pas simplement en financement, mais en accompagnement par des chercheurs, par des dispositifs de recherche contributive et d'innovation sociale et technologique appropriés, associant les partenaires sociaux et le monde économique, etc. – un véritable « pacte de responsabilité » devant l'avenir, et pour la jeunesse.

A. K. — Ce n'est visiblement pas ce que notre gouvernement mais aussi ses interlocuteurs entendent aujourd'hui par « pacte de responsabilité », à ce que j'ai compris... Mais s'il y a un nouveau modèle économique à inventer, le travail de demain est lui aussi à reconstruire. De la même façon qu'on ne sait pas quelle forme pourrait prendre demain ce nouveau modèle industriel, on ne sait quel sera le travail de demain, et on ne sait pas non plus comment il va s'organiser...

B. S. — On ne sait pas, bien sûr, mais on peut et on doit faire des hypothèses, et on doit engager des actions performatives au sens de John Austin, c'est-à-dire instaurant par le fait même de se produire une réalité nouvelle. Toute personne rationnelle sait et admet que le réel n'est jamais complètement épuisé par les concepts, et qu'il faut donc faire des hypothèses sur le futur, et tester ces hypothèses. De telles hypothèses sont rationnelles, d'une part, si elles prennent en compte l'ensemble des données disponibles et, d'autre part, si elles ne sont pas contradictoires les unes avec les autres. En outre, comme l'a montré Simondon, il y a des réalités techniques qui ne sont accessibles que par l'expérimentation de leur fonctionnement. Enfin, nous avons ici affaire à des questions d'économie et de politique où les individus et les groupes humains qui y sont en jeu et qui devraient en être acteurs ne sont pas déterminés par des lois de la nature.

Quand, hier, avant son départ du gouvernement, le ministre Arnaud Montebourg, d'un côté, expliquait qu'il souhaitait développer la robotique et, de l'autre, affirmait sa volonté de protéger à tout prix les emplois industriels, parlant même de patriotisme économique, il se contredisait : la robotisation ne peut que nuire à l'emploi, et il n'est pas vrai que les emplois créés par la production des robots compenseront ceux détruits par ces mêmes robots – sinon on ne comprendrait pas en quoi les robots

apportent des gains de productivité. On ne peut défendre l'automatisation sans assumer les problèmes sociaux qu'elle crée et l'irrationalité économique qu'elle induit dans l'état actuel de nos économies. Il n'y a donc pas d'autre solution que de produire une nouvelle rationalité économique, une rationalité de l'automatisation. Je ne dis pas qu'il faut empêcher l'automatisation de se développer, tout au contraire, je crois, comme les ministres de l'Économie qui se succèdent en France, qu'il faut s'y engager résolument – d'autant qu'elle va se développer avec ou sans les gouvernements, que ceux-ci cherchent à en freiner ou à en accélérer l'avancée, à plus ou moins long terme. L'enjeu est donc de penser et d'expérimenter de nouveaux modèles intégrant de façon rationnelle cette vérité de l'automatisation. C'est ce qui est attendu du ministère de l'Économie, qui est aussi le ministère du numérique : c'est là son rôle macro-économique caractéristique du ^{xxi}^e siècle. Et pour cela, il y a des hypothèses.

La mienne, qui n'est pas seulement la mienne, puisque c'est celle de l'association *Ars Industrialis*, et depuis longtemps, qui l'a élaborée avec Franck Cormerais et Arnauld de L'Épine en coopération et en débat avec d'autres économistes et chercheurs (par exemple, Antonella Corsani et Maurizio Lazzarato), ou plus récemment avec des acteurs du mouvement des intermittents, comme Samuel Churin, c'est qu'il faut prendre le régime des intermittents du spectacle pour modèle. Celui-ci constitue la matrice du revenu contributif en matière de droit du travail, comme le logiciel libre est notre matrice de référence en matière de droit de la propriété intellectuelle et de l'organisation du travail.

Le problème majeur, c'est le chômage. Or, une très bonne manière de supprimer le chômage, c'est de supprimer l'emploi. S'il n'y a plus d'emploi, il n'y a plus de chômage. Le chômage est un état de carence régi par le droit du travail lui-même conçu sur le modèle de l'emploi. Le chômage se définit par rapport à l'emploi.

Il faut cesser de définir les allocations de ressources par rapport à l'emploi, que ce soit pour ceux qui n'ont pas d'emploi, qui sont en cela dits chômeurs, ou pour ceux qui sont employés, c'est-à-dire salariés. Admettons qu'il n'y ait plus *structurellement* ni chômage ni salariat, sinon à la marge du système macro-économique. Il faut dès lors inventer une autre façon d'allouer des ressources, qui soit, d'une part, favorable à la solvabilité du système nouveau fondé sur l'automatisation, qui permette l'existence de marchés sur lesquels vendre les marchandises produites par les robots aussi bien que par les postes de production temporairement salariés (comme c'est le cas dans le régime d'intermittence) et, d'autre part, productrice de capacitation et en cela d'une valeur d'un nouveau genre, au-delà des valeurs d'usage et d'échange, négentropique donc, que nous appelons la valeur pratique, et qui est caractéristique de ce qui constitue les savoirs sous toutes leurs formes – savoirs dont chacun s'accorde à reconnaître qu'ils constitueront la plus haute des valeurs dans la société qui vient.

La valeur pratique ne s'use pas, ne se jette pas, est irréductible à sa valeur d'échange (à la différence de la valeur d'usage ou de la force de travail) et permet de valoriser le passé tout en se projetant dans l'avenir – et ce, parce qu'elle est « omnitemporelle », comme disait Husserl. C'est cette valeur, le savoir, qu'une nouvelle façon de redistribuer ce qui est gagné avec l'automatisation, à savoir du temps, doit engendrer à travers une théorie et une pratique économiques qui dépassent les notions anciennes de valeur d'échange et de valeur d'usage. Anciennes, je le précise, ne veut pas dire ici caduques, mais *insuffisantes* face aux défis de l'automatisation généralisée.

A. K. — Depuis longtemps, les penseurs de la revue *Multitudes* à laquelle je collabore, disent qu'il faut instaurer une allocation universelle, ou revenu minimum d'existence, qui irait d'ailleurs avec une refonte du système d'imposition fondé non plus sur les revenus, mais sur les flux d'argent. Pour répondre aux défis de l'automatisation généralisée, faut-il remplacer tous nos systèmes d'aide et de subvention par une allocation suffisante accordée à tous les individus, dès la naissance, au nom du droit à vivre décemment ? Allocation qui, d'ailleurs, laisserait à chacun la liberté de travailler pour son épanouissement personnel, aider les autres ou tout simplement gagner plus d'argent. Qu'en pensez-vous ?

B. S. — Le revenu minimum d'existence ne suffit pas, même si nous en soutenons le principe. Il faut créer un revenu contributif qui permette aux gens de produire des externalités positives fondées sur de la valeur pratique, et engendrant en outre ce que Philippe Béraud, Franck Cormerais et Ars Industrialis appellent de la valeur sociétale. La valeur sociétale est structurellement et fonctionnellement génératrice de solidarité. Il s'agit d'une *solidarité fonctionnelle*, qui n'est pas fondée simplement sur le cœur, mais sur la raison et l'efficacité – c'est-à-dire aussi sur le partage que produit la valeur pratique en tant qu'elle consiste dans le développement, la circulation et la transmission des savoirs. La valeur pratique est partagée parce qu'elle constitue du savoir, et tout savoir est ce qui fait l'objet de transmissions et d'échanges avec d'autres « sachants » aussi bien que vers ceux qui ne savent pas encore et qu'il s'agit d'éduquer ou d'instruire. C'est aussi cela que Sen appelle la capacitation. Les savoirs créent spontanément des communautés qui perdurent à travers les générations parce qu'ils constituent l'accumulation de l'expérience humaine, laquelle est son patrimoine commun, et le plus précieux qui soit, mais qui ne doit pas être approprié et privatisé comme c'est aujourd'hui le cas. C'est tout le sens du combat de Philippe Aigrain et de la Quadrature du Net, aussi bien que de Vecam et de Valérie Peugeot.

À l'inverse de la valeur pratique, la valeur d'usage se perd avec le temps et se dilue de façon inflationniste dans la valeur d'échange. Vous achetez des chaussures, vous

les portez, elles se dévalorisent. Soit elles ne sont plus à la mode si vous êtes un consommateur parfait de votre époque, soit tout simplement les semelles s'abîment et vous êtes obligé de les jeter, un jour ou l'autre, même si vous pouvez d'abord les confier au cordonnier pour autant qu'elles sont réparables. De toute façon, cela s'use. La valeur pratique, en revanche, se développe et s'enrichit avec le temps en constituant du savoir. Or, la société de demain sera nécessairement une société de savoir s'il est vrai que, face aux incroyables défis auxquels l'humanité est désormais confrontée, une augmentation et un partage sans précédent des savoirs et de l'intelligence collective sont tout simplement les conditions *sine qua non* de sa survie.

Certains comme Tony Blair parlent de la société de la connaissance, entendant par là les industries de la connaissance, mais cette société de la connaissance n'est en réalité et pour le moment qu'une société de l'automatisation (et une « dissociété », comme dit Jacques Généreux). Elle ne donnera une société du savoir qu'à la condition de transformer très en profondeur les organisations sociales de la société industrielle intégralement automatisée.

A. K. — Cette société du savoir, dont l'une des clés serait un statut non plus de salarié pour chacun d'entre nous, mais un statut inspiré par le régime des intermittents du spectacle, ce serait tout de même aussi une société de l'automatisation, par la force des choses ?

B. S. — Bien sûr, mais l'automatisation n'en serait que l'une des facettes, d'ailleurs tout à fait positive, puisque libérant de la contrainte de l'emploi en donnant le temps du travail, et ne prenant son sens qu'à partir de cette valeur pratique, au lieu d'être fondée comme hier sur la valeur d'usage qui se transforme en valeur d'échange, dégradant le travail en force de travail, c'est-à-dire en emploi prolétarisé. La question, je le répète, est d'inventer une nouvelle façon de produire de la valeur par la redistribution intelligente des gains de productivité. L'automatisation génère des gains de productivité qui ne sont plus redistribuables sous forme de salaire, puisque cette productivité nouvelle consiste à remplacer l'emploi salarié par le robot. Or, on ne va pas donner un salaire au robot : le robot ne consomme pas plus que l'énergie dont il a besoin. C'est donc aux individus privés d'emploi par les robots qu'il faut donner un salaire. Mais puisqu'il n'y a plus ni emploi ni chômage, ce ne sera ni un salaire ni une allocation de chômage : ce sera un revenu contributif. Ce revenu contributif, c'est un revenu alloué à tout le monde sur une base qui permet de vivre décemment, de s'éduquer et de développer ce que Amartya Sen appelle des capacités, c'est-à-dire des formes de savoir, que la société a besoin de valoriser et qui est un droit « rechargeable » en fonction de l'activité de socialisation de capacités ainsi développées par les individus en direction des groupes. Le 21 mars 2015, Arnauld de

L'Épine a présenté au théâtre Gérard Philipe un train de mesures que nous recommandons de mettre en œuvre sans tarder sur les territoires d'expérimentation, proposant notamment des dispositifs d'évaluation de la valeur contributive, de définition collective de projets contributifs et d'investissements contributifs, et des principes de financement d'une nouvelle puissance publique contributive. Tout cela nous paraît être la condition de concrétisation d'une politique systématique de capacitation au sens d'Amartya Sen et à l'époque des technologies réticulaires numériques.

A. K. — Il serait intéressant de rappeler ici qui est Amartya Sen...

B. S. — Amartya Sen est un économiste qui a montré que les sociétés qui maintiennent leur savoir-vivre sont beaucoup plus résistantes que les autres. Il a mené des recherches sur les Bangladais, essayant de comprendre pourquoi et comment leur espérance de vie est supérieure à celle des habitants de Harlem alors qu'ils n'ont pas accès à l'eau courante, pas d'égouts, pas d'écoles... Sen a montré qu'ils sont « résilients » parce qu'ils ont réussi à maintenir et développer leur savoir-vivre, formé par ce qu'il appelle des capacités.

Que le monde de demain ne puisse trouver sa voie que dans une nouvelle forme de société industrielle où le savoir va être amené à se développer comme jamais, et sans doute sous des formes inédites, c'est absolument évident. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a annoncé le 13 avril 2014 qu'il va probablement y avoir une montée de la température de 4,8 degrés centigrades dans le monde d'ici la fin du siècle si rien ne change. Si on ne met pas l'automatisation au service d'une renaissance des savoirs, la catastrophe est inéluctable.

La société planétaire est confrontée à d'immenses problèmes : réchauffement climatique, démographie, crise de l'eau, pathologies mentales en tout genre, etc. – et insolvabilité structurelle que masque la « cavalerie » assistée par ordinateur en quoi consiste de nos jours la spéculation. Face au nombre de défis auxquels l'humanité est confrontée, les travaux d'Hercule sont une partie de campagne. Pour résoudre ces immenses problèmes, il n'y a pas d'autre possibilité que d'élever l'intelligence collective en augmentant spectaculairement les savoirs partagés – ce que précisément l'automatisation rend possible sans doute pour la première fois.

Cela signifie qu'il faut remplacer le pouvoir d'achat par du savoir d'achat. Je dis « savoir d'achat » parce que, dans le modèle auquel nous réfléchissons à Ars Industrialis, il continue à y avoir de l'achat, c'est-à-dire de la valeur d'échange – même si ce n'est plus la base de la société. Mais cet achat – de billets de train, d'ordinateurs, de boîtes de petits pois – n'est plus organisé par un pouvoir d'achat, ni

par une incitation à l'achat mise en œuvre par le marketing et la publicité qui prescrivent des comportements d'achat irresponsable. Il faut remplacer cela par le savoir d'achat, c'est-à-dire par une économie marchande intelligente. Intelligente veut dire ici soutenable, rationnelle, qui valorise ce qui peut l'être, en étant le plus économe possible, parce que cela fait beaucoup de monde, les 9 milliards d'habitants attendus sur la planète avec une élévation très sensible de la température... Et donc il est très important que ces habitants aient une pensée collective de la rationalité au sein de laquelle seulement ils peuvent vouloir et savoir vivre *ensemble*, et non s'entre-tuer dans un massacre généralisé.

C'est absolument réalisable. Et c'est réalisable dans une période qui commence maintenant, et qui, dans vingt ans, si l'on croit Bill Gates aussi bien que Randall Collins et tous ceux que j'ai déjà cités, aboutira à la disparition définitive de la société fondée sur l'emploi. La tendance est évidemment là, tous les gens un peu sérieux le reconnaissent, et ceux qui disent le contraire soit sont ignorants et incompetents, soit se mettent la tête dans le sable, soit sont malhonnêtes. Après cela, il y a évidemment bien des façons de voir les vingt années à venir et le temps de cette économie de transition dans laquelle nous devons nous engager.

A. K. — Reste qu'au cœur de cette reconstruction, indispensable, dès lors que nous faisons nôtre l'analyse d'Oxford quant à l'avenir de l'automatisation, il y aurait ce savoir d'achat que j'ai un peu de mal à imaginer concrètement, si ce n'est que se nicherait en son cœur le revenu contributif. Chacun aurait donc droit à un revenu contributif à condition, d'une part d'apprendre en permanence, d'aller toute sa vie à l'école d'une certaine façon, et à l'inverse d'enseigner ses savoirs à d'autres ?

B. S. — Que les allocations forfaitaires de base soient contributives, cela veut dire que celui qui apprend, produit et développe du savoir le partage avec d'autres par toutes sortes de voies – dont la réalisation de ce que nous appelons des projets contributifs, fondés sur des investissements contributifs.

Un tel contributeur s'individue, et il n'est pas enfermé dans une tâche définie par un bureau d'étude organisant la division industrielle du travail. Cela signifie que, de la même façon que, dans le monde préindustriel, un compagnon apportait son savoir singulier à sa corporation, ne serait-ce que la meilleure façon d'utiliser un outil, chacun s'engage à apprendre en cultivant des valeurs pratiques, et à valoriser ses savoirs en les transmettant – mais ici transmettre ne veut pas simplement dire donner des cours ou prendre des apprentis : cela signifie socialiser son savoir sous toutes sortes de formes, ce que nous appelons à l'IRI un processus de « transindividuation », par exemple en créant une organisation sociale, qu'elle soit associative ou privative, ou en contribuant à une organisation semblable.

Aujourd'hui, les intermittents doivent entrer en production un certain nombre d'heures par an pour pouvoir bénéficier du statut d'intermittent, et avoir ainsi la possibilité de développer leur savoir et de le valoriser. Nous pensons qu'il faut généraliser ce modèle et le mettre au service d'une industrie de la « capacitation » – et comme je l'ai déjà évoqué, nous travaillons en ce moment à définir des dispositifs publics contributifs allant de la qualification de ce qui est contributif pour tel territoire à une Caisse de financement de la contribution, en passant par les investissements contributifs, y compris bien sûr dans la sphère marchande.

A. K. — Ce que vous dessinez là, ce sont les contours d'un nouveau modèle, d'un autre système économique, et plus largement d'une société différente, à construire dans les vingt-cinq ans qui viennent. Avant cela, il y a ce constat à dresser sur notre économie et son avenir. Par la suite, établir et faire accepter par tous les interlocuteurs concernés les principes de cette économie de l'automatisation, mais aussi de la connaissance et de la « capacitation », ne sera pas une mince affaire. Les expérimentations, comme vous le disiez, auront sans aucun doute leur rôle à jouer dans cette histoire, quitte à en planifier les mises en place et l'analyse de leurs résultats. Ce projet d'une incroyable mais indispensable ambition est notamment celui de l'association que vous avez créée, Ars Industrialis. Il est politique au sens le plus noble du terme, d'une politique qui semble avoir disparu de notre horizon depuis bien longtemps. Comment imaginer pareille évolution de la chose politique ? Et comment l'imaginer à une autre échelle qu'européenne ? Voire mondiale ? Autre gigantesque question : la vague de l'automatisation et ses conséquences catastrophiques pour l'emploi suffiront-elles à inciter les gouvernements et surtout les multinationales de la planète à jouer le jeu de cette transformation ? Et donc à remettre en cause la logique du profit ? Difficile à croire, tout de même... Enfin et surtout, à notre échelle de simples citoyens, juste convoqués de temps à autre à glisser un bulletin dans l'urne, que pouvons-nous faire pour accélérer la prise de conscience et ainsi contribuer à ce chemin dont nous ne voyons guère que le début d'une trace aujourd'hui ?

B. S. — Les expérimentations n'ont pas seulement un rôle à jouer : ce sont elles qui doivent guider tout le processus, et c'est le premier point à faire admettre. Il est inconcevable de s'engager dans une telle transformation par des lois et des décrets et à des échelles trop lointaines des réalités locales. Mais cela ne signifie pas qu'il faille devenir localiste, tout au contraire. Nous cherchons à constituer en ce moment un réseau de territoires qui s'engageraient, chacun à leur manière, dans cette démarche, mais qui s'engageraient aussi par là même à partager et à confronter leurs expériences, et à accepter la critique et l'accompagnement de véritables équipes de

recherche contributive constituées pour cela. C'est pourquoi nous réfléchissons à la fondation de chaires spécifiques et territorialisées.

Quant au profit, il ne s'agit pas de l'interdire, tout au contraire – sans quoi il ne saurait y avoir d'investissement. Mais il s'agit de l'envisager, d'une part, dans des perspectives qui ne se réduisent pas au marché – ce qui est bénéfique pour la société est un bénéfice –, et, d'autre part, dans des perspectives également au bénéfice du marché, mais de façon durable, ce qui nécessite une requalification de ce qui est « profitable ». Actuellement, le comportement des acteurs économiques procède de plus en plus d'une attitude bien connue qui dit : « Après moi, le déluge », ou encore : « Prends l'oseille et tire-toi ». Que fera-t-on de l'oseille lorsqu'il n'aura plus aucune valeur ? Or, c'est ce à quoi conduit inéluctablement le type de comportement spéculatif qui mène le monde de nos jours.

Enfin, il y a bien des pays qui sont aussi largement concernés que l'Europe. En Chine par exemple, l'automatisation pourrait constituer une immense catastrophe, faisant s'effondrer la construction de ce nouveau pays moderne – et même, à certains égards, ultra moderne – si les bénéfices qu'il retire de l'activité de sa main-d'œuvre cessaient tout à coup. Or, c'est en Chine du Sud que cela risque de commencer le plus vite et le plus violemment – là où Foxconn emploie trois millions de prolétaires...

Tout cela doit être situé dans une perspective plus ample, qui est celle de ce que nous appelons désormais le Néguanthropocène, c'est-à-dire le stade qui devrait suivre l'Anthropocène, et dont il s'agit de sortir au plus vite. Ce sera le sujet de *La Société automatique 2. L'avenir du savoir*. Le savoir est ce qui produit de la néguentropie, et je crois qu'à l'époque des études digitales, des spéculations « post-humanistes » et du *storytelling* transhumaniste (libertarien de droite et extrêmement dangereux), il faut en repenser de part en part les conditions de possibilité dans la perspective de ce que nous appréhendons, au sein de pharmakon.fr et avec le groupe Noötechnics³³, comme une néguanthropologie³⁴.

¹ Bernard Stiegler, *Mécréance et discrédit, 1. La décadence des démocraties industrielles*, Gallée, 2004 ; 2. *Les sociétés incontrôlables d'individus désaffectés*, Gallée, 2006 ; 3. *L'esprit perdu du capitalisme*, Gallée, 2006.

² Georges Canguilhem, *La Connaissance de la vie*, Vrin, 1965.

³ D'après Wikipédia, on peut donner du logiciel libre la définition suivante : « logiciel dont l'utilisation, l'étude, la modification et la duplication en vue de sa diffusion sont permises, techniquement et légalement » à tous ses utilisateurs. Cela signifie que les développeurs enrichissent sans cesse le travail d'autres développeurs, et qu'un tel logiciel, ouvert, s'enrichit en permanence de la contribution de tous.

⁴ Jeremy Rifkin, *La Fin du travail*, La Découverte, 1997. Ce livre, l'un des plus célèbres de Rifkin, est sorti en 1995 aux États-Unis sous le titre *The End of Work: The Decline of the Global Labor Force and the Dawn of the Post-Market Era* (Putnam Publishing Group). Le sous-titre n'a pas été traduit dans l'édition française du livre (La Découverte, 1997).

⁵ Cf. Georges Friedmann, *Le Travail en miettes*, Gallimard, 1956, et *Où va le travail humain ?*, Gallimard, 1950.

⁶ Ces questions sont examinées en détail dans *La Société automatique 1. L'avenir du travail*, en particulier dans les chapitres six et sept.

⁷ Bruno Trentin, *La Cité du travail. La gauche et la crise du fordisme*, Fayard, coll. « Poids et mesures du monde », 2012.

⁸ Voir également sur ce point *La Société automatique 1, op. cit.*, chapitre six et conclusion, ainsi que *Pharmacologie du Front national*, Flammarion, 2013, chapitre quatorze, p. 303-321.

⁹ Allusion à sa fameuse déclaration, datant de 2004 : « Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau disponible. »

¹⁰ Pour ce qui concerne la question si mal posée de la croissance aujourd'hui, cf. Bernard Stiegler, Alain Giffard, Christian Fauré, *Pour en finir avec la décroissance. Quelques analyses d'Ars Industrialis*, Flammarion, 2009.

¹¹ Julie Bort, « *Bill Gates: People Don't Realize How Many Jobs Will Soon Be Replaced By Software Bots* », *Business Insider*, 13 mars 2014 <<http://www.businessinsider.com/bill-gates-bots-are-taking-away-jobs-2014-3>>.

¹² Lire, par exemple, « Amazon robotise ses centres de stockage », Humanoïde.fr, <<http://www.humanoïdes.fr/2012/09/12/amazon-robotise-ses-centres-de-stockage/>>.

¹³ Douglas Rushkoff, *Les Dix Commandements de l'ère numérique*, Fyp Éditions, 2012.

¹⁴ Informaticien et philosophe, Harry Halpin, chercheur invité à l'IRI, prépare un livre sur la philosophie du Web. Il est également membre du W3C (World Wide Web Consortium, "Technology and society domain"), où il coopère avec Tim Berners-Lee, et chercheur associé au MIT, Laboratoire d'informatique et d'intelligence artificielle.

¹⁵ Yuk Hui est informaticien et philosophe. Il a étudié l'intelligence artificielle à Hong Kong, où il a soutenu sa thèse d'informatique, puis la philosophie à Londres, Goldsmiths College, où il a rencontré Bernard Stiegler avec qui il a fait sa thèse de philosophie. Il est actuellement chercheur à l'université de Lüneburg et chercheur associé à l'IRI. Sa thèse est à paraître (fin 2015) sous le titre *On The Existence of Digital Object*, University of Minnesota Press, préface de Bernard Stiegler.

¹⁶ Joseph Beuys, in J. Beuys, Jannis Kounellis, Anselm Kiefer, Enzo Cucchi, *Bâtissons une cathédrale, Entretien*, L'Arche, 1988.

¹⁷ Stéphane Foucart, « Pollution : le cerveau en danger », *Le Monde*, 3 décembre 2014.

¹⁸ Marie-Anne Dujarier, *Le Travail du consommateur. De McDo à eBay, comment nous coproduisons ce que nous achetons*, La Découverte, 2008, pour la première édition, 2014 pour l'édition poche, avec une postface inédite et un retour sur le concept de travail.

¹⁹ Acronyme désignant les quatre géants Google, Apple, Facebook et Amazon.

²⁰ Chris Anderson, « The End of Theory: The Data Deluge Makes the Scientific Method Obsolete », *Wired*, 23 juin 2008 <http://archive.wired.com/science/discoveries/magazine/16-07/pb_theory>.

²¹ Lire, par exemple, Antoinette Rouvroy et Thomas Berns, *Le Nouveau Pouvoir statistique. Ou quand le contrôle s'exerce sur un réel normé, docile et sans événement car constitué de corps « numériques »...*, *Multitudes*, n° 40, hiver 2010, p. 88-103 <<http://www.cairn.info/revue-multitudes-2010-1-page-88.htm>>.

²² Le texte de Chris Anderson détaillant sa théorie de la « longue traîne » (*long tail*, en anglais) a été traduit en 2005 par la Fondation Internet Nouvelle Génération <<http://www.internetactu.net/2005/04/12/la-longue-traine/>>.

²³ Lire Clarisse Herrens Schmidt, *Les Trois Écritures. Langue, nombre, code*, Gallimard, 2008. Ou, pour en avoir un aperçu, cet article : « Nouveau chantier : l'écriture informatique et réticulaire », par Dominique Lacroix sur le blog « Lois des réseaux » <<http://reseaux.blog.lemonde.fr/2012/12/08/nouveau-chantier-ecriture-informatique-reticulaire/>>.

²⁴ Michel Bauwens, avec la collaboration de Jean Lievens, *Sauver le monde. Vers une économie post-capitaliste avec le peer-to-peer*, Préface de Bernard Stiegler, Les Liens qui libèrent, 2015.

²⁵ Philippe Aigrain, *Cause commune*, Fayard, coll. « Transversales », 2005 ; édition numérique, Publie.net.

²⁶ Dominique Cardon, *La Démocratie Internet. Promesses et limites*, Le Seuil, coll. « La République des idées », 2010.

²⁷ Geert Lovink, *Unlike Us Reader: Social Media Monopolies and Their Alternatives*, edited by Geert Lovink and Miriam Rasch, Inc Reader #8, <<http://networkcultures.org/blog/publication/unlike-us-reader-social-media-monopolies-and-their-alternatives/>>.

²⁸ Cf. *Pharmacologie du Front national, op. cit.*, § 62 « La désindividuation généralisée ».

²⁹ André Gorz, *L'Immatériel. Connaissance, valeur et capital*, Galilée, 2003. Sur ce sujet, cf. *La Société automatique 1, op. cit.*, p. 373.

³⁰ Christian Azaïs, Antonella Corsani, Patrick Dieuaide (sous la direction de), *Vers un capitalisme cognitif. Entre mutations du travail et territoires*, L'Harmattan, 2003.

³¹ Cf. *La Société automatique 1, op. cit.*, p. 421.

³² Paul Jorion, « La Grande Transformation du travail », *Le Monde*, 21-22 avril 2014, <http://www.lemonde.fr/emploi/article/2014/04/21/la-grande-transformation-du-travail_4404661_1698637.html>.

³³ Les co-fondateurs du groupe Noötechnics sont Benoît Dillet, Anaïs Nony, Paolo Vignola, Paul Willemarck et Alexander Wilson. Voir la conférence « General Organology. The Co-individuation of Minds, Bodies, Social Organisations and Technè »,

University of Kent, 20-22 novembre 2014, <<http://nootechnics.org/>>.

[34](#) Question à suivre et qui sera débattue dans le cadre du séminaire et de l'académie d'été de *Pharmakon.fr* en 2015. Voir notamment l'annonce du programme : <<http://arsindustrialis.org/s%C3%A9minaire-pharmakon-et-acad%C3%A9mie-d%C3%A9t%C3%A9-2015>>.

Des mêmes auteurs

Ariel KYROU

Ceci n'est pas un blasphème : La trahison des images, des caricatures du prophète à l'hypercapitalisme, avec Mounir Fatmi, Dernière Marge/Actes Sud, 2015.

Révolutions du Net. Ces anonymes qui changent le monde, Inculte, 2012.

Google God. Big Brother n'existe pas, il est partout, Inculte, 2010.

ABC Dick. Nous vivons dans les mots d'un écrivain de science-fiction, Inculte, 2009.

Paranofictions. Traité de savoir-vivre pour une époque de science-fiction, Climats/Flammarion, 2007.

Techno rebelle. Un siècle de musiques électroniques, Denoël/Gallimard, 2002.

Reprenons la Bastille. Manifeste des nouveaux sans-culottes, avec André- Jean Gattolin, Balland, 1988.

Bernard STIEGLER

La Technique et le Temps, 1. La faute d'Épiméthée, Galilée, 1994.

La Technique et le Temps, 2. La désorientation, Galilée, 1996.

Échographies – De la télévision, avec Jacques Derrida, Galilée, 1996.

La Technique et le Temps, 3. Le temps du cinéma et la question du mal-être, Galilée, 2001.

Passer à l'acte, Galilée, 2003.

Aimer, s'aimer, nous aimer. Du 11 Septembre au 21 Avril, Galilée, 2003.

De la misère symbolique, 1. L'époque hyperindustrielle, Galilée, 2004.

Mécréance et discrédit, 1. La décadence des démocraties industrielles, Galilée, 2004.

Philosopher par accident, entretien avec Élie During, Galilée, 2004.

De la misère symbolique, 2. La catastrophe du sensible, Galilée, 2005.

Constituer l'Europe, 1. Dans un monde sans vergogne, Galilée, 2005.

Constituer l'Europe, 2. Le motif européen, Galilée, 2005.

L'Attente de l'inattendu, Genève, École supérieure des beaux-arts, 2005.

Mécréance et discrédit, 2. Les sociétés incontrôlables d'individus désaffectés, Galilée, 2006.

Mécréance et discrédit, 3. L'esprit perdu du capitalisme, Galilée, 2006.

Des pieds et des mains, Bayard, 2006.

Réenchanter le monde – La valeur esprit contre le populisme industriel, (avec Ars Industrialis), Flammarion, 2006.

La Télécratie contre la démocratie – Lettre ouverte aux représentants politiques, Flammarion, 2006.

De la démocratie participative (avec Marc Crépon), Mille et une nuits, 2007.

Prendre soin, 1. De la jeunesse et des générations, Flammarion, 2008.

Économie de l'hypermatériel et psychopouvoir, entretiens avec Philippe Petit et Vincent Bontems, Mille et une nuits, 2008.

Pour en finir avec la mécroissance (avec Christian Faure et Alain Giffard), Flammarion, 2009.

Pour une nouvelle critique de l'économie politique, Galilée, 2009.

Ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue. De la pharmacologie, Flammarion, 2010.

États de choc. Bêtise et savoir au XXI^e siècle, Mille et une nuits, 2012.

Pharmacologie du Front national, suivi de *Vocabulaire d'Ars Industrialis* par Victor Petit, Flammarion, 2013.

La Société automatique, 1. L'avenir du travail, Fayard, 2015.